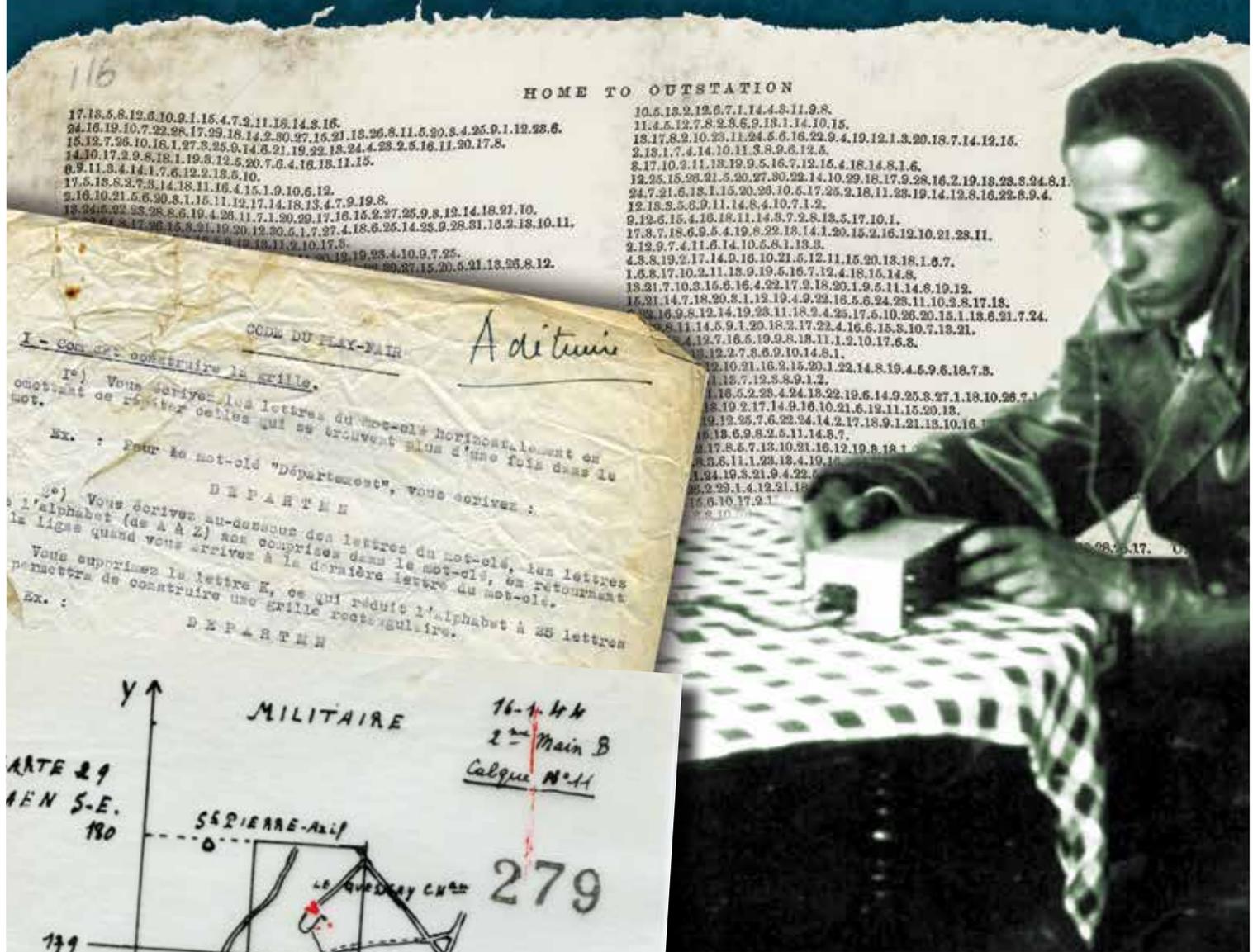


La Lettre

de la Fondation de la Résistance

Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République
n° 76 – mars 2014 – 5,50 €



Dossier thématique
**Les réseaux
de Résistance**

Il y a soixante-dix ans

Quelques dates pour se souvenir

Dans cette rubrique, nous poursuivrons, pendant toute la durée du 70^e anniversaire, l'évocation des grands événements ayant marqué la Résistance intérieure. Cette chronologie n'a bien sûr rien d'exhaustif et n'a pour seule ambition que de rappeler quelques grandes dates jalonnant son histoire.

Premier trimestre 1944

26 février

Les Forces Françaises de l'Intérieur naissent effectivement en ce jour, fédérant les formations militaires des différentes composantes de la Résistance française. Cette unification se traduit pour l'instant par la fusion des commandements nationaux, régionaux et départementaux, les formations sur le terrain conservant leur autonomie. Tel était déjà la teneur de l'accord signé le 29 décembre 1943 entre l'Armée Secrète des mouvements non communistes et les Francs-Tireurs et Partisans français, rattachés à la mouvance du PCF. Le 26 février 1944, suite à de longues négociations menées avec le Conseil national de la Résistance, l'Organisation de Résistance de l'Armée obtient son intégration dans les FFI. En mars sera institué un État-major national FFI. La mise en place des états-majors régionaux et départementaux unifiés se fera progressivement dans les mois suivants et de façon inégale.



Coll. Fondation de la Résistance/Fonds Hermine Langlois.

Présentation du bataillon des Glières au capitaine Anjot qui vient de prendre le commandement après la mort du lieutenant Théodosie Morel.

DR

Pendant les combats de la Libération, le port d'un brassard constitue le seul signe d'appartenance aux FFI, assimilés à des troupes régulières par le Gouvernement Provisoire de la République française. Pendant tout l'été 1944, cela n'empêchera pas les Allemands de les traiter comme des francs-tireurs non protégés par les conventions internationales sur les prisonniers de guerre et donc susceptibles d'être exécutés sur place.

pour rallier politiquement les modérés. À la Libération, ce texte qui prendra alors la dénomination de « programme du CNR » sera revendiqué par la quasi-totalité des partis et mis en œuvre très largement par le Gouvernement Provisoire de la République française.

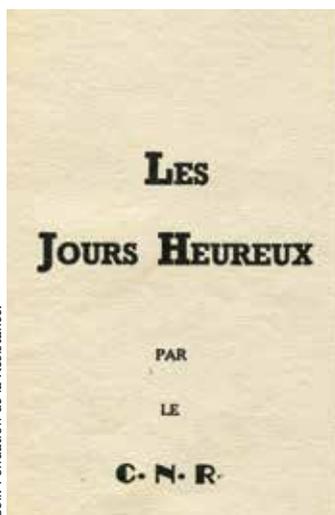
26 mars

Après avoir encerclé le plateau des Glières avec l'aide de la Milice et l'avoir fait bombarder par l'aviation et l'artillerie, la 157^e division allemande de réserve lance une offensive contre le maquis d'environ 500 hommes commandé par le colonel Anjot. Le soir, devant le déséquilibre des forces, celui-ci ordonne le décrochage. Dans les jours suivants, pourchassés, près des 2/5^e des maquisards seront fait prisonniers ou tués. « Glières » était devenu un enjeu national au début du mois de février, quand la BBC avait appelé à la mobilisation en faveur de ce maquis organisé depuis quelques jours par un officier de chasseurs alpins, Tom Morel. Grossi par l'afflux de volontaires d'origines politiques et sociales très diverses et bénéficiaire de trois parachutages d'armes, le maquis s'était aussi vu promettre de façon inconsidérée par un agent du BCRA la promesse de renforts parachutés. La fin dramatique du maquis des Glières n'empêche pas que sa brève histoire, prétexte à un affrontement radiophonique sans précédent entre les radios de Vichy et du Comité français de la Libération nationale, renforce aux yeux de l'opinion la légitimité de l'État clandestin : celle d'une France qui se prépare à participer à sa libération face à un État français-croupion et réduit à des tâches d'auxiliaire de l'occupant.

15 mars

Signé à l'unanimité par les représentants des mouvements, partis et syndicats représentés au Conseil national de la Résistance, le « programme d'action de la Résistance » comprend deux parties : l'une sur les mesures à prendre

avant et pendant la libération du territoire (et notamment le renforcement et l'organisation de la lutte armée) et la seconde, consistant en un programme de réformes pour l'après-libération marqué par la volonté d'instaurer une « démocratie économique et sociale ». Ce texte est un compromis issu de longues négociations, en particulier entre forces de gauche : les plus maximalistes en matière de réformes de structure ont été les socialistes, prudents en revanche à propos de la première partie sur « l'action immédiate », alors que le PCF adoptait une position inverse



Édition clandestine du programme du Conseil national de la Résistance diffusée par Libération zone Sud sous la forme d'un opuscule *Les Jours Heureux* par le C.N.R. Coll. Fondation de la Résistance.

Coll. Fondation de la Résistance.

En couverture : Un résistant écoute une émission de la BBC grâce à un récepteur britannique type MCR 1 (Fondation de la Résistance/ collection Défense de la France). De haut en bas : • Clefs de codage imprimées sur soie ayant été utilisées par Geneviève Janin, alors active au sein du service du chiffre de la Délégation générale du Comité français de Libération nationale après avoir été membre du mouvement Défense de la France. © Archives Nationales (Fonds Geneviève Janin). • Méthode de codage sous la forme d'une circulaire intitulée « Code du play-fair » issue des archives privées Jean-Louis Rolland-Chazal, fils du lieutenant-colonel Pierre-Louis Rolland dit « Chazal », chef FFI de la sous-région P2. • Calque adressé à Londres en janvier 1944 par le réseau Eleuthère. Ces renseignements militaires portent sur l'installation d'un général commandant le secteur côtier et son état-major dans le château de Quesnay non loin de Saint-Pierre-Azif dans le Calvados (DR)



Sommaire

DOSSIER THÉMATIQUE

Les réseaux de Résistance

- Les réseaux de Résistance :
historiographie
et état des connaissances..... p. I
- Le trajet d'un renseignement :
l'exemple du réseau Coty..... p. VI
- Les liaisons radios des réseaux, une
nécessité mais un danger permanent ..p. VII
- Lire un récit et découvrir un lieu
de mémoire : l'exemple
du réseau Shelburn.....p. VIII

Mémoire et réflexions

- Il y a soixante-dix ans.
Quelques dates pour se souvenir. p. 2

La vie de la Fondation de la Résistance

- Activités du département
recherche et pédagogie p. 4
- Activités du département
documentation et publications..... p. 7 et 8
- Activités du département AERI..... p. 8

Les activités de MER

- Association des amis
de la Fondation de la Résistance.....p. 5

- Livres.....p. 6

Malgré toutes les démarches entreprises, la Fondation de la Résistance n'a pas pu retrouver les ayants droits de certaines photographies. Les personnes disposant de ces droits peuvent prendre contact avec la Fondation de la Résistance.

Éditeur: Fondation de la Résistance
Reconnue d'utilité publique par décret
du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage
du Président de la République
30, boulevard des Invalides - 75007 Paris
Téléphone : 01 47 05 73 69
Télécopie : 01 53 59 95 85
Site internet : www.fondationresistance.org
Courriel : fondresistance@sfr.fr
Directeur de la publication : Jacques Vistel,
Président de la Fondation de la Résistance
Directeur délégué de la publication : François
Archambault
Rédacteur en chef : Frantz Malassis
Rédaction : Fabrice Bourrée, Paulina Brault,
Marc Fineltin, Bruno Leroux, Frantz Malassis,
Jean Novosseloff, Hélène Staes,
Laurence Thibault.
Maquette, photogravure et impression :
36nco, 48 rue de Dantzig 75015 Paris.
Revue trimestrielle. Abonnement pour un an : 20 €.
n° 76 : 5,50 €
Commission paritaire
n° 1115A07588 - ISSN 1263-5707

Monument Jean Moulin, dit le glaive brisé à Chartres. Cône conçu et réalisé par le sculpteur Marcel Courbier (DR)

Le mot du Président

L'année 2014 est marquée par un calendrier commémoratif très chargé par la conjonction de deux anniversaires décennaux : le 70^e anniversaire des Débarquements et des Libérations de la France et le 100^e anniversaire de la Première Guerre mondiale.

Ces deux anniversaires seront l'occasion de faire découvrir au plus grand public et plus particulièrement aux jeunes générations l'importance de ces deux périodes de rupture pour la société française et plus généralement pour l'ensemble de la société européenne.

En ce qui concerne la Résistance française, la refondation de la République qui en a résulté s'est nourrie des valeurs et des réflexions menées par différents responsables et cadres des organisations de Résistance qui, très tôt dans les dangers et l'incertitude de la clandestinité, avaient jeté les bases de la société française de l'après-libération.

Le 15 mars 1944, le Conseil National de la Résistance, affirmation de l'unité morale et politique de la Résistance française, adopte un programme d'action qui préfigure les grandes réformes structurelles participant à la refondation économique et sociale du pays mises en place sous l'impulsion du général de Gaulle à partir de décembre 1944.

C'est pourquoi la Fondation de la Résistance, a proposé au jury national, qui l'a retenu, que le thème du Concours scolaire de la Résistance et de la Déportation 2013-2014 porte sur « La libération du territoire et le retour à la République ». Ce thème, j'en suis sûr, permettra aux candidats de mesurer l'importance de l'héritage de la Résistance française et combien la société d'aujourd'hui lui est redevable

Un autre sujet de satisfaction a été pour nous la décision présidentielle de faire entrer au Panthéon quatre acteurs de la Seconde Guerre mondiale : Geneviève de Gaulle-Anthonioz, Germaine Tillion, Pierre Brossolette et Jean Zay. La cérémonie qui marquera leur entrée dans ce temple de la République a été fixée au 27 mai 2015, date de la journée nationale de la Résistance instituée officiellement récemment.

Le 27 mai est pour nous une date essentielle dans le processus d'unification de la Résistance derrière le général de Gaulle engagée par Jean Moulin. C'est en effet le 27 mai 1943, qu'en plein Paris occupé, est réuni pour la première fois le Conseil national de la Résistance qui fédérait les différents mouvements de Résistance mais également les principales tendances politiques et des formations syndicales d'avant-guerre. C'est la raison pour laquelle, dix ans avant l'adoption de cette loi, la Fondation de la Résistance avait demandé et obtenu de présider le 27 mai la cérémonie traditionnelle de ravivage de la flamme sous l'Arc de Triomphe.

Désormais grâce à cette reconnaissance officielle de la République, chaque 27 mai la Nation toute entière pourra se souvenir de l'action de cette cohorte de volontaires qui s'engagèrent armés de la seule force de leur conviction et ont réussi à changer le cours de notre Histoire! ●



Le mot du Président



Activités du département recherche et pédagogie

La remise des prix aux lauréats nationaux du CNRD 2012-2013

En 2013, près de 35 000 élèves ont participé au Concours national de la Résistance et de la Déportation, dont le thème était : « Communiquer pour Résister ».

Cette année, après avoir préparé et diffusé la brochure préparatoire à ce thème, la Fondation de la Résistance avait en charge l'organisation d'un programme culturel destiné à faire découvrir aux lauréats nationaux et à leurs enseignants des lieux de mémoire emblématiques de la Résistance à Paris.

Ainsi, le 18 décembre dernier, accueillis par Fred Moore, chancelier de l'Ordre de la Libération, les lauréats et leurs professeurs ont pu découvrir les salles consacrées à la Seconde Guerre mondiale du Musée de l'Armée ainsi que l'Hôtel national des Invalides. En fin de journée, ils ont participé à la cérémonie de ravivage de la flamme sous l'Arc de Triomphe organisée spécialement à leur intention.

Le lendemain, un peu avant midi, après la visite de la Sorbonne, les 42 lauréats et professeurs se sont retrouvés dans le Grand salon de la Sorbonne pour assister à la remise officielle des prix en présence de Vincent Peillon, ministre de l'Éducation nationale, de Kader Arif, ministre délégué auprès du ministre de la Défense chargé des



Photo Frantz Malassis

Anciens Combattants, de Mémona Hintermann-Affejee, représentante du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), de François Weil, recteur de l'Académie de Paris, de Jacques Vistel, président de la Fondation de la Résistance et de Joëlle Dusseau, présidente du jury national du CNRD.

Durant leurs allocutions, la portée civique de ce concours, initié par la Confédération nationale des Combattants Volontaires de la Résistance, fut largement soulignée. Tous ont félicité les fondations et associations de mémoire qui accompagnent les élèves dans la préparation de ce concours. Ils ont tenu également à remercier chaleureusement les résistants et les déportés, pour leur engagement sur le terrain, ainsi que les enseignants pour leur dévouement.

Lecture fut alors faite du palmarès. Elèves et professeurs se sont succédés à la tribune pour recevoir leur prix aux applaudissements de l'assistance composée de personnalités du monde combattant et des autorités de la Défense et de l'Éducation nationale.

À cette occasion, Jacques Vistel a offert le prix Lucie et Raymond Aubrac aux huit lauréats individuels. Ce prix spécial a été créé en 2001 par Lucie et Raymond Aubrac qui ont versé à la Fondation les dommages et intérêts qu'ils avaient perçus à l'issue d'un procès.

Il a également informé les lauréats de l'existence de la Fédération nationale des Lauréats du Concours de la Résistance et de la Déportation⁽¹⁾ et les a vivement invités à y adhérer afin de poursuivre les études et recherches que leur participation au concours les a encouragés à entreprendre, de s'impliquer dans la transmission de la Mémoire de la Résistance et à la Déportation et d'assurer la promotion du CNRD.

Un cocktail a ensuite clôturé la cérémonie. Il fut l'occasion de nombreux échanges entre acteurs de cette période et jeunes lauréats prouvant les liens tangibles qui s'établissent entre les générations lors de ce concours qui allie histoire et citoyenneté. ●

Frantz Malassis

1- Siège social 16-18, place Duplex - 75015 Paris.

La préparation du thème du CNRD 2013-2014 : « La libération du territoire et le retour à la République »

La Fondation de la Résistance a participé activement aux sessions de formations pédagogiques organisées, parfois à son initiative, sous l'autorité de l'Inspection générale de l'Éducation nationale, des inspecteurs d'académie ou des services départementaux de l'Éducation nationale; mais aussi aux manifestations organisées par l'association Mémoire et Espoirs de la Résistance⁽¹⁾ et par Ciné-Histoire⁽²⁾. Ces formations et manifestations qui rencontrent un grand succès auprès des enseignants ont été l'occasion de faire le point sur le thème du Concours national de la Résistance et de la Déportation de la session 2013-2014 : « La libération du territoire et le retour à la République ».

Les enseignants chevronnés ou néophytes dans la préparation du concours sont venus nombreux à ces formations qui leur ont permis de faire le point sur la question grâce à l'intervention d'historiens, comme Claire Andrieu, Charles-Louis Foulon, Tristan Lecoq, Inspecteur général d'Histoire-Géographie, à l'Institut historique allemand, Laurent Douzou, Fabrice Grenard, Christine Lévisse-Touzé à la Sorbonne devant près de 900 élèves et professeurs (!), Roger Bourderon à Bobigny⁽⁴⁾, Cécile Vast à Besançon⁽⁵⁾ et Philippe Buton à Lyon⁽⁶⁾.

Ce fut l'occasion pour Hélène Staes, professeur détachée de l'Éducation nationale et responsable des activités pédagogiques de la Fondation de la

Résistance de présenter la brochure numérique interactive du concours, ainsi que la nouvelle formule de la revue *La Lettre* qui comporte un dossier thématique faisant le point sur un aspect de la Résistance et facilement utilisable par les enseignants⁽⁷⁾. La présentation des ressources des partenaires notamment celles des Archives nationales, de l'INA, de l'ECPAD, des musées ou des fondations ont également suscité un grand intérêt parmi les auditeurs. Certaines de ces formations ont été gratifiées de la présence du président Jacques Vistel, et du directeur général de la Fondation, le préfet Victor Convert. Les ressources pédagogiques locales étaient présentées dans un deuxième temps par les services éducatifs des archives départementales, des musées, des directeurs de l'ONACVG et des CRDP. Enfin, des témoins ont été nombreux à participer à ces séances. On citera notamment André Misler à Epinal⁽⁸⁾, avec l'appui de l'APHG, et René Joffrès à Angers⁽⁹⁾, qui initie depuis plusieurs années déjà la formation des enseignants avec la collaboration des inspecteurs d'académie. Face au succès de ces séances dans l'hexagone, des formations pédagogiques sont en cours d'élaboration pour l'an prochain à l'initiative de la Fondation. ●

Hélène Staes



- 1- Au Grand amphithéâtre de la Sorbonne, le 6 décembre 2013.
- 2- À l'auditorium de l'Hôtel de Ville de Paris, le 2 décembre 2013.
- 3- À Paris, le 11 décembre 2013.
- 4- À l'Hôtel de Ville de Bobigny, le 21 novembre 2013.
- 5- Au Musée de la Résistance et de la Déportation à Besançon, le 28 novembre 2013.
- 6- Au Centre d'histoire de la Résistance et de la Déportation de Lyon, le 21 janvier 2014.
- 7- Accessible sur le site de la Fondation de la Résistance grâce à ce lien : <http://www.fondationresistance.org/pages/lettres/>
- 8- Dans les locaux de l'ONACVG d'Épinal, le 15 novembre 2013.
- 9- Aux Archives départementales d'Angers, le 4 décembre 2013.

LA LETTRE

Les Réseaux de Résistance

Ce dossier thématique est en lien avec les programmes d'Histoire de l'enseignement secondaire en particulier avec celui de la classe de troisième qui permet l'étude de la vie d'un réseau de Résistance. ■

© Coll. La Coupole, Centre d'Histoire et de Mémoire du Nord-Pas-de-Calais



Automne 1942, trois aviateurs britanniques dont l'appareil a été abattu dans le Pas-de-Calais posent clandestinement devant la maison de la famille Fillerin à Renty. Cette famille très active au sein du réseau d'évasion Pat O'Leary a secouru 37 militaires alliés.

Les réseaux de Résistance : historiographie et état des connaissances

Par Bruno Leroux

Les 268 réseaux de résistance homologués représentent un continent largement méconnu. À côté des « mouvements » de résistance, surgis spontanément après la défaite pour influencer sur l'état d'esprit de la population et recruter largement⁽¹⁾, ils appartiennent en effet à un autre univers, celui des services secrets des différents pays Alliés. Le recrutement élitaire de ces organisations et leur spécialisation dans une tâche totalement clandestine et paramilitaire (renseignement, évasion, « action ») au service d'un état-major extérieur rend leur histoire particulièrement complexe. Les stratégies des services secrets dont ils dépendent ne sont que partiellement connues faute d'archives. La culture du secret des chefs de réseau et la technicité des actions menées ont longtemps freiné la réalisation d'études historiques au profit d'une littérature à mi-chemin entre souvenirs personnels et récit d'aventures. Enfin, sur le terrain la séparation revendiquée avec les mouvements au nom d'une identité spécifique (apolitisme, efficacité) cache une réalité organisationnelle bien plus mouvante et des arrière-pensées politiques chez nombre de cadres des réseaux.

L'historiographie des réseaux : une place difficile, entre petite et grande histoire

De nombreuses puissances en guerre ont envoyé en France des agents pour créer des réseaux : Pologne, Belgique, Hollande, USA, URSS... Cela dit, l'historiographie reflète la primauté des réseaux britanniques et des réseaux français. Dans chacun de ces deux blocs : l'action des nouveaux services créés en 1940 (SOE⁽²⁾ britannique et BCRA⁽³⁾ de la France Libre) est aujourd'hui mieux connue que celle des services déjà en place auparavant : *Military Intelligence*⁽⁴⁾ et services spéciaux de l'armée française, à l'action ambivalente après juin 1940⁽⁵⁾.

Le temps des « agents secrets »

Jusqu'aux années 90, l'inaccessibilité des archives relatives aux réseaux, organismes relevant de la Défense nationale, n'empêche pas l'abondance de la littérature qui leur est consacrée. Elle relève le plus souvent d'un même genre dont les ouvrages de Rémy, chef du plus important réseau de renseignement de la France Libre⁽⁶⁾, sont en France le prototype : des récits

DOSSIER THÉMATIQUE

Sommaire

- Les réseaux de Résistance : historiographie et état des connaissances..... p. I
par Bruno Leroux
- Le trajet d'un renseignement : l'exemple du réseau Coty p. VI
par Frantz Malassis
- Les liaisons radios des réseaux, une nécessité mais un danger permanent p. VIII
par Frantz Malassis
- Lire un récit et découvrir un lieu de Mémoire : l'exemple du réseau Shelburn. p. VIII
par Hélène Staes

Pour en savoir plus sur les Réseaux de Résistance.

La parution de *La Lettre* est désormais accompagnée par la mise en ligne d'un complément au dossier thématique sur le site du musée de la Résistance en ligne (www.museedelaresistanceenligne.org), où vous pourrez retrouver de nombreux documents sur les réseaux dans la partie média et espace pédagogique.



Collection particulière.

En juin 1942, Rémy, menacé par les Allemands, décide de mettre en sécurité sa famille. Il embarque à Ouessant, avec les siens, à bord du *Dinan*, chalutier de Concarneau armé par les Britanniques pour les liaisons à travers la Manche, avec un équipage franco-anglais. Le colonel Rémy se tient debout. Daniel Lomenech, Français Libre et second du *Dinan*, est assis devant lui. À gauche deux membres de l'équipage, Alex Leger et Ted Nash, encadrent Édith Renault, épouse de Rémy. Au fond, Michel, fils de Rémy.



Parachuté en France le 18 novembre 1942, Michael Trobas organise dans le Nord, pour le compte du SOE, un des plus efficaces réseaux de sabotage, Sylvestre-Farmer; il est tué par la Gestapo à Lille le 27 novembre 1943.

écrits par d'anciens responsables à partir de souvenirs et d'archives personnelles ainsi que d'enquêtes auprès de leurs camarades. Ils représentent donc parfois un travail considérable, mais se coulent dans le moule du roman d'aventure avec force conversations reconstituées et anecdotes sur la vie interne du réseau sans s'embarasser de citer ses sources.

Ce genre est alors autant cultivé par les ex-agents secrets anglais ou américains envoyés en France, plus centrés cependant sur leurs souvenirs personnels. Frustrants pour l'historien soucieux de vérification et souvent allusifs sur certains aspects (tentatives avortées ou échecs, tensions internes, mesures contre les traîtres, missions politiques), ces récits jouent cependant un rôle important dans la mémoire collective des réseaux: nombre de leurs membres n'ont su qu'après la libération pour quelle organisation ils avaient travaillé. Ils comportent aussi des indications précieuses sur les aspects les plus techniques de l'activité des réseaux comme sur les contraintes de la vie clandestine⁽⁷⁾.

Durant cette période, le rôle indissolublement militaire et politique des réseaux, en tant qu'instruments de contrôle de la résistance intérieure par différents acteurs apparaît déjà à travers les « histoires officielles » écrites par d'anciens responsables de services secrets, principalement le colonel Passy, pour la France Libre, et Michael Foot pour certains services britanniques (SOE et MI9)⁽⁸⁾. Les auteurs de ces publications ont tendance à tirer la couverture vers leurs propres services tout en différenciant les mérites de leurs propres réseaux par des jugements trop lapidaires. Surtout, le caractère à la fois concurrent et complémentaire de l'action des Français libres et des Britanniques et l'ambiguïté des services spéciaux de Vichy donnent lieu à des polémiques impossibles à trancher en l'absence d'accès aux sources⁽⁹⁾.

Les historiens professionnels n'ont à l'époque qu'exceptionnellement accès à des archives, limitées pour l'essentiel aux copies des dossiers individuels d'homologation détenues par le « liquidateur » du réseau: deux monographies paraissent en tout et pour tout⁽¹⁰⁾. Y apparaissent déjà les deux origines possibles des réseaux (création de l'extérieur/raccordement d'un groupe de métropole à l'extérieur) et leur sociologie particulière, que confirmera la thèse de Jacqueline Sainclivier sur *La Résistance en Ile-et-Vilaine*, basant ses statistiques sur les cartes des Combattants Volontaires de la Résistance⁽¹¹⁾. En parallèle, d'autres chercheurs se livrent à des enquêtes minutieuses auprès des acteurs locaux des réseaux d'évasion en partant d'une logique territoriale, montrant notamment comment les mêmes individus travaillent pour plusieurs organisations, qu'il s'agisse des évasions par mer en Bretagne⁽¹²⁾, ou par terre à travers les Pyrénées⁽¹³⁾.

Le temps des historiens

Dans les années 90, se rendant compte que la culture du secret propre à leurs organisations en fait les parents pauvres de l'historiographie, les « liquidateurs » des réseaux ont ouvert davantage leurs archives aux chercheurs, avant que dans les années 2000 les originaux des dossiers de liquidation deviennent accessibles au Service Historique de la Défense. Des monographies plus ou moins complètes sont donc parues sur des réseaux très divers: réseaux de renseignement dépendant de l'*Intelligence Service* (Jade-Fitzroy⁽¹⁴⁾, Alibi⁽¹⁵⁾) ou de la France Libre (Manipule⁽¹⁶⁾, Brutus⁽¹⁷⁾), réseaux d'action du SOE (Sylvestre-Farmer⁽¹⁸⁾, Carte⁽¹⁹⁾), réseaux polonais⁽²⁰⁾, sans compter de nombreux travaux universitaires (maîtrise ou DEA) inédits.

Mais ces monographies ne permettent pas d'appréhender certaines logiques générales d'organisation et de fonctionnement des réseaux. La façon dont sont exploitées *in fine* les données que transmettent les réseaux de renseignements par les services dont ils dépendent nous échappe encore souvent. Au-delà des grandes lignes, la connaissance de l'action des services existants avant 1940 est

toujours la plus déficiente: les archives du MI 6 restent fermées et celles des services spéciaux de Vichy sont très partiellement connues par les fonds dits « de Moscou (21) », de sorte que les échanges d'informations revendiqués entre ces deux entités entre 1940 et 1942 restent flous.

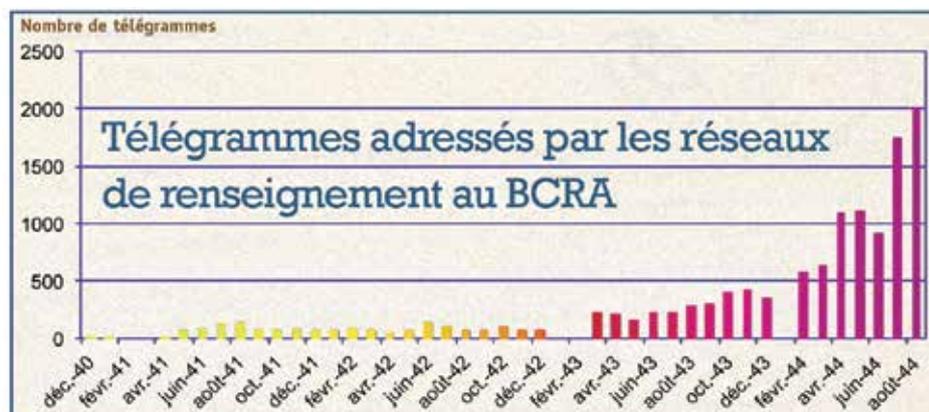
Du côté des services créés en 1940, celles du SOE ne révèlent pas grand-chose qui n'ait déjà été exploité par M. Foot et, survalorisant souvent l'action des agents britanniques, nécessiteraient d'être croisées avec des études locales; en revanche, la logistique des liaisons aériennes et maritimes avec la France est maintenant connue⁽²²⁾. La connaissance qui a certainement le plus progressé, tant en termes d'organisation que de mentalité, est celle du BCRA grâce aux travaux de Sébastien Albertelli, ainsi que celle du lien entre certains réseaux anti-gaullistes et les Anglo-Saxons par la thèse (inédite) de Johanna Barasz⁽²³⁾. Enfin, l'approche territoriale la plus approfondie, qui montre l'enchevêtrement partiel entre réseaux et mouvements à la base, coexistant avec une vraie différence de stratégie et de culture, se trouve dans la thèse de Jean-Marie Guillon sur la Résistance dans le Var⁽²⁴⁾. En revanche, la répression reste encore largement un angle mort, sauf exceptions, alors qu'elle a très lourdement frappé les réseaux, cible prioritaire aux yeux de l'occupant.

État des connaissances

1940-1942: comment les réseaux se différencient des mouvements et se spécialisent

Les premiers réseaux ont mis plus d'un an à être véritablement opérationnels. Leur création résulte d'un double processus: la recherche de contact avec les Alliés par des pionniers de la résistance et l'envoi d'agents depuis l'Angleterre.

Dès l'armistice, en effet, des groupes se créent spontanément pour faire passer en zone Sud puis à travers les Pyrénées des prisonniers de guerre (PG), britanniques ou français, évadés des *Frontstalags*⁽²⁵⁾, ou collecter des renseignements en espérant établir un lien direct avec « Londres ». Parmi ceux qui vont échapper à une répression précoce, certains



Source: thèse de Sébastien Albertelli *Les Services spéciaux de la France Libre: le Bureau Central de Renseignement et d'Action (BCRA), 1940-1944* soutenue en 2006 à l'IEP de Paris sous la direction de Jean-Pierre Azéma.

vont trouver ce contact et accepter de devenir des organisations spécialisées recevant des directives de l'extérieur, d'autres vont privilégier les liaisons entre groupes métropolitains pour grossir en pratiquant une forme de pluri-activité: voilà comment « réseaux » et « mouvements » vont se différencier progressivement en 1941.

C'est cette année-là que se structurent, à partir de la métropole, des réseaux efficaces d'évasion de militaires alliés, reliés au MI 9 britannique notamment Comète (filiale belge, de la Belgique aux Pyrénées⁽²⁶⁾) et Pat O'Leary⁽²⁷⁾. Côté renseignement, le processus est aussi long, même pour les officiers polonais, professionnels du renseignement, bien qu'ils établissent en septembre 1940 la première liaison radio avec Londres depuis la zone non occupée⁽²⁸⁾. La France Libre et le MI 6 envoient aussi dès les premiers mois des agents en métropole pour créer des réseaux de renseignement. Cependant, compte tenu des chutes précoces de certaines organisations (côté français, les réseaux de D'Estienne d'Orves et de Saint-Jacques), leurs réseaux les plus solides, comme Jade-Fitzroy ou la Confrérie Notre-Dame, commencent à fonctionner véritablement entre le printemps (première liaison radio régulière), et l'automne 1941 (premier « pick-up », liaison aérienne).

Avec un décalage de quelques mois se mettent en place les premiers réseaux et missions « action ». Le service britannique créé *ad hoc*, le SOE, envoie des agents à partir de mai 1941 mais c'est surtout l'année suivante que ses réseaux chargés de recruter de futurs groupes paramilitaires et de les alimenter en armes s'implantent, particulièrement en zone Sud. Ils utilisent pour leurs liaisons les voies aérienne, terrestre (Pyrénées) mais aussi maritime (Méditerranée). La chronologie est la même pour la France Libre: si elle réussit une première mission de sabotage en juin 1941 et envoie à l'automne ses premiers agents chargés de la liaison avec les mouvements de résistance, c'est en 1942 que ces missions « action », politiques (Jean Moulin le 1^{er} janvier) ou paramilitaires vont prendre de l'importance.

Le foisonnement des réseaux à partir de 1943

Dans les mois qui suivent l'occupation de la zone Sud en novembre 1942, on change véritablement d'échelle: le nombre de réseaux explose, pour toute une série de raisons. Les réseaux d'évasion, jusqu'alors spécialisés dans l'exfiltrations de PG, puis d'aviateurs alliés tombés sur le sol français, ont de plus en plus de « clients » parmi ces derniers, tout en prenant maintenant aussi en charge des résistants, des juifs menacés de déportation⁽²⁹⁾, parfois des requis du STO. Le passage de la frontière pyrénéenne est stimulé par la proximité de l'Afrique du Nord libérée. Des réseaux sont créés par le MI 9 ou le BCRA pour utiliser une voie plus courte: les côtes bretonnes, grâce à des norias entre bateaux de pêche français et vedettes britanniques.

Les objectifs du renseignement se multiplient avec l'occupation de tout le territoire, les préparatifs allemands en vue du futur débarquement allié, l'utilisation des « armes nouvelles » (V1 et V2). Le

BCRA français libre créée alors toute une série de réseaux à partir des branches « renseignement » des grands mouvements de résistance. De nouveaux acteurs interviennent aussi au premier semestre 1943 depuis Alger: les professionnels de l'ex-armée d'armistice ralliés au général Giraud et l'OSS⁽³⁰⁾ américain. La France sert aussi de « base arrière » pour l'évacuation du courrier des réseaux de renseignement belges, qui établissent une centrale de transmission à Paris.

Si les réseaux de renseignement sont les plus nombreux compte tenu de leur spécialisation parfois très poussée et de la multiplicité des services extérieurs intéressés, le nombre des réseaux « action » croit aussi considérablement, avec deux grands blocs. D'une part la France Libre, qui dispose maintenant de services de liaisons aériennes développés sur tout le territoire pour assurer les parachutages et atterrissages à destination de la résistance intérieure, mais aussi, et même surtout les Britanniques: les réseaux SOE sont, en 1943, les principaux bénéficiaires des parachutages en France, en particulier l'énorme réseau Prosper en zone Nord. Quoiqu'ils subissent en conséquence une répression terrible pendant le deuxième semestre, le SOE remettra sur pied en juin 1944 une cinquantaine de réseaux spécialisés dans le sabotage ou l'encadrement des maquis, et ce service aura reçu au total la moitié de l'armement parachuté en France.

L'année 1944 voit les réseaux « action » français bénéficier maintenant, en décalage de près d'un an avec le SOE, de parachutages d'armes et d'explosifs massifs destinés au sabotage et à la *guerrilla*, surtout d'ailleurs après le Débarquement. Mais d'autre part se multiplient en parallèle les missions militaires envoyées par l'État-major interallié, tant dans le domaine du renseignement (équipes Sussex) que de l'encadrement des maquis (missions Jedburgh). Réseaux et missions sont en effet le domaine où se perçoit le mieux la concurrence entre différents acteurs pour s'assurer le pilotage de l'action de la résistance. Cette concurrence a été longtemps assumée par les services anglo-saxons au nom du réalisme politique: ils recrutaient notamment dans des milieux hostiles à la collaboration mais anti-gaullistes, par proximité idéologique avec Vichy. En 1944, un doublonnage s'instaure plutôt, au nom de l'efficacité, entre les réseaux et missions dirigés par des militaires de profession, français ou alliés, et les chaînes de commandement des Forces Françaises de l'Intérieur.

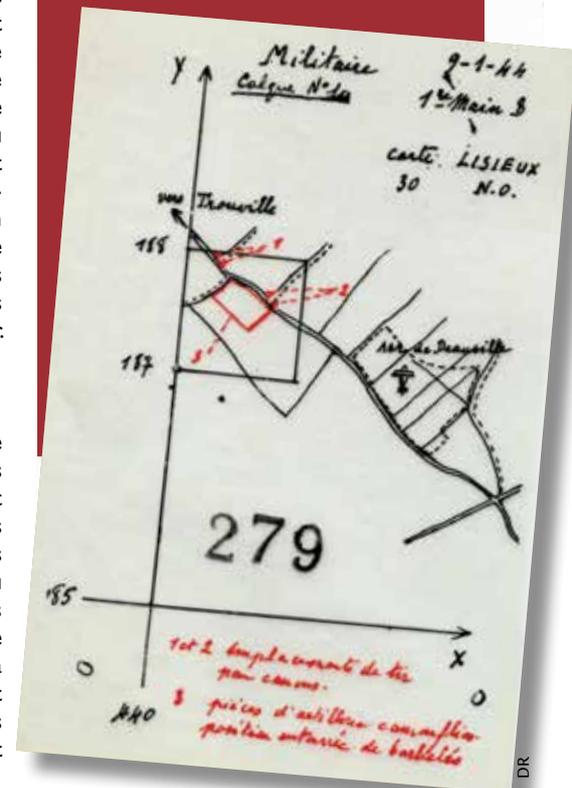
Comment fonctionnent et meurent les réseaux

Les réseaux ont des effectifs bien plus réduits que les mouvements, de quelques individus à plusieurs centaines. L'immense majorité des recrues sont françaises, quel que soit le service allié. Certains fonctionnent surtout avec des professionnels, mais les services créés en 1940 (BCRA et SOE) ont promu le recrutement dans la population, en ciblant des professions jugées utiles. D'où la sociologie spécifique des réseaux, un peu différenciée d'ailleurs selon la spécialité. Les réseaux de renseignement recrutent plutôt en milieu urbain, particulièrement dans les professions bien placées pour informer ou échapper



Questionnaire envoyé par le Bureau Central de Renseignement et d'Action Militaire (BCRAM) de la France Libre en octobre 1941 à des réseaux de renseignements opérant en Bretagne.

Renseignements militaires adressés à Londres en janvier 1944 par le réseau Eleuthère sur des défenses allemandes à Deauville. Patiemment collectés par les agents, synthétisés par la « centrale » et transcrits sur calque à partir d'une carte d'état-major, ces renseignements stratégiques sur les installations de l'armée allemande, donnent une idée du travail de fourni des réseaux.



Organisation-type d'un réseau de renseignements

Un réseau de renseignement de la France Libre est le plus fréquemment organisé en quatre secteurs : une centrale, des agences, un service de liaisons aériennes ou/et maritimes, un service de transmission radio. La centrale comprend le chef du réseau, un adjoint, un secrétariat ; elle reçoit les directives et les fonds du BCRA, répartit les questionnaires aux agences de renseignement, dépouille, groupe et code les réponses, organise et expédie le courrier. Elle dispose de services annexes : locaux et « boîtes aux lettres », faux papiers, logement des radios, sécurité, service financier. Les agences (organes de recherche du renseignement) ont un responsable, un radio, des agents de renseignement et des agents de liaison.

aux restrictions de circulation (ouvriers et cadres des entreprises travaillant pour l'occupant, cheminots, postiers, commerçants, représentants) ; les réseaux d'évasion recrutent aussi le long des côtes et des frontières, cherchent des hébergeurs, des ravitailleurs et des passeurs, donc puisent davantage dans le milieu rural ou chez les pêcheurs. Les femmes sont plus nombreuses que dans les mouvements, du fait des effectifs importants consacrés aux liaisons (transport de courrier, convoiage).

Il s'agit d'organisations militaires avec un chef et des agents répartis en trois catégories : des permanents ayant signé un engagement avec un grade, une affectation et percevant un traitement (P2) - ce sont notamment tous les agents entraînés en Angleterre⁽¹⁾ ; des permanents bénévoles gardant leur activité professionnelle (P1), et enfin des bénévoles apportant un concours occasionnel (P0). Dans ces structures très cloisonnées, les postes à haut risque sont ceux des chefs, qui circulent beaucoup (chef de centrale, chefs d'« agences » régionales pour les grands réseaux) et, bien sûr, les opérateurs radio et leurs auxiliaires.

Les réseaux sont en effet une cible prioritaire de l'occupant, ce que traduit leur taux de pertes considérable. L'espionnage est puni de mort et les membres des réseaux arrêtés sont particulièrement visés par la répression, y compris dans l'univers concentrationnaire⁽²⁾. Les démantèlements s'opèrent

souvent par infiltration d'un « V-Mann » (agent appointé), ou par le repérage « gonio » des opérateurs radio et leur retournement (*Funkspiele*). Les pertes des « radios » sont heureusement limitées à partir de septembre 1943, grâce au perfectionnement des transmissions (miniaturisation du matériel, rotation des lieux d'émission, décentralisation croissante en vue du Débarquement). De même, le cloisonnement permet de limiter les pertes et de réaffecter les survivants : ainsi la désorganisation du réseau Confrérie Notre-Dame de Rémy, à Lyon en 1942 puis à Toulouse en 1943, est l'occasion du lancement de deux nouveaux réseaux, Phratricie et Andalousie.

L'identité des réseaux

La séparation entre mouvements et réseaux doit être relativisée à la base, car dans bien des endroits les individus qui assument la logistique des uns et des autres sont souvent les mêmes : hébergeurs, passeurs des lignes et des frontières, etc. Cependant, dans leur encadrement notamment, les réseaux ont bien une identité propre. Ces cadres, qui ont reçu une formation technique en Angleterre ou sur place, ont le sentiment d'incarner la résistance « sérieuse », d'autant qu'ils peuvent procurer à leur organisation des moyens (émetteurs-radio, argent, armes pour certains) comparativement bien supérieurs à ceux de n'importe quel mouvement. D'où un avantage

comparatif pour recruter, qui se couple avec un autre attrait revendiqué auprès de certains résistants : la vocation prioritairement militaire, synonyme d'apolitisme.

Or, cet apolitisme revendiqué recouvre une réalité bien plus complexe. Les Britanniques, voulant piloter leurs propres réseaux tout en coopérant avec la France Libre, peuvent compter sur des Français dont la proximité idéologique avec Vichy rend problématique leur coopération avec les « gaullistes ». Un exemple en est le réseau Alliance, issu d'un groupe d'extrême-droite s'illusionnant sur le double jeu de Pétain, qui se rattache au MI 6 en 1941 après que de Gaulle ait repoussé ses offres de service. L'année suivante, le SOE croit pouvoir constituer en zone Sud un vrai pôle alternatif aux organisations liées à de Gaulle, notamment par le réseau Carte dont ils surestiment les liens avec l'armée d'armistice. Bien que cet échafaudage s'écroule avec l'occupation de la zone Sud, la concurrence pour de Gaulle est cependant encore plus sérieuse au premier semestre 1943 avec les réseaux rattachés au pouvoir français installé par les Américains à Alger (Giraud) : réseaux de l'Organisation de résistance de l'armée, des services spéciaux de Vichy repliés en Afrique du Nord, réseaux de l'OSS.

Si les tensions entre gaullistes et giraudistes se résorbent très progressivement en 1944, de Gaulle jugera comme une atteinte à la légitimité de la France Libre – et donc à la souveraineté française – le fait que le MI 6 et le SOE aient recruté pendant toute la guerre des responsables français, en arguant souvent de leurs moyens supérieurs. D'autant plus qu'à la base, les recrues de ces réseaux croyaient souvent travailler pour de Gaulle, sans que leur responsable fit de grands efforts pour les détromper. Ces tensions au sommet, inconnues de la très grande majorité des résistants des réseaux avant la libération, ont pesé sur leur mémoire après-guerre. L'étude de celle-ci reste à entreprendre, mais de nombreux indices laissent à penser que les membres français des réseaux étrangers, quoiqu'homologués comme leurs camarades, ont souffert d'un déficit de reconnaissance collective. ■

(1) Un dossier thématique a été consacré aux mouvements de résistance dans la *Lettre de la Fondation de la Résistance* n° 75, décembre 2013.

(2) *Special Operations Executive*, créé par Churchill, avec des sections couvrant les différents pays européens occupés.

(3) Bureau Central de Renseignement et d'Action.

(4) Le *Military Intelligence* a trois branches : contre-espionnage (MI5), renseignement (MI6), évasion (MI9).

(5) Le contre-espionnage semble bien chasser prioritairement les espions allemands, mais arrête aussi gaullistes et communistes.

(6) Le premier, *Mémoires d'un agent secret de la France Libre*, paraît dès 1945. Après avoir développé sur plusieurs tomes l'histoire du réseau Confrérie-Notre-Dame, Rémy se consacrera notamment à une histoire des passages à travers la ligne de démarcation à partir de témoignages, en 20 volumes.

(7) Transmissions clandestines, parachutages, atterris-



Un résistant écoute une émission de la BBC diffusée « en l'air » (sans possibilité d'échange entre émetteur et récepteur) grâce à son récepteur britannique type MCR 1. Cet appareil miniaturisé, parachuté à la fin de l'occupation, était appelé récepteur « biscuit », du fait qu'il était conditionné dans une boîte en fer blanc de biscuits contenant notamment un casque, une antenne et trois piles. Dans l'hypothèse de coupures de courant (probables dans le contexte du Débarquement), chacune de ses piles offrait à ce poste une autonomie d'écoute de 30 heures en plus de sa possible alimentation par secteur.

sages, armes et explosifs... L'ouvrage le plus précis sur ces aspects techniques a été édité à compte d'auteur en 1972: Pierre Lorain, *SOE Armement clandestin*.

(8) Voir la bibliographie en fin d'article.

(9) Le gouvernement britannique préfère interdire la traduction en français de *SOE in France*, qui s'est attiré une critique aigre de *Passy*; le colonel Paillole, chef du contre-espionnage de Vichy est mis en cause dans l'*Histoire de la Résistance en France* d'Henri Noguères pour avoir fait arrêter des résistants.

(10) Marie Granet, *Cobors-Asturies*, édition des cahiers de la Résistance, 1974; Françoise Leclère, « La composition d'un réseau: Zéro-France », *Revue d'histoire de la 2^e guerre mondiale*, n° 61, janvier 1966.

(11) Soutenue en 1978, publiée aux Presses Universitaires de Rennes en 1993.

(12) Roger Huguen, voir bibliographie en fin d'article.

(13) Cf. les ouvrages d'Emilienne Eychenne.

(14) Alya Aglan, *Mémoires résistantes*, Cerf, 1990.

(15) Sylvaine Baehrel, *Alibi 1940-1944*, Jean-Michel Place, 2000.

(16) Marie Ducoudray, *Ceux de « Manipule »*, Tirésias, 2001.

(17) Jean-Marc Binot et Bernard Boyer, *Brutus*, Fayard, 2007.

(18) Danièle Lheureux, *Sylvestre-Farmer*, 2 tomes, Le Geai Bleu, 2001 et 2002.

(19) Thomas Rabino, *Le réseau Carte*, Perrin, 2008.

(20) Jean Medrala, *Les réseaux de renseignement franco-polonais 1940-1944*, l'Harmattan, 2005.

(21) Fonds découverts par les Allemands en 1943, puis récupérés en Allemagne par l'URSS, et restitués à la France après 1990.

(22) Hugh Verity, *Nous atterrissions de nuit*.

Les atterrissages secrets de la RAF en France, Cépahuès, 2004; Sir Brooks Richards, *Flottilles secrètes*.

Les liaisons clandestines en France et en Afrique du nord, Maîtres du Vent-La Palaise, 2001.

(23) *De Vichy à la Résistance. Les vichysto-résistants 1940-1944*, Institut d'Études Politiques de Paris, 2010.

(24) En ligne sur le site www.var39-45.fr,

dans la partie « bibliographie ». Bien d'autres monographies départementales confirment ce fait.

(25) Camps de détention provisoire des prisonniers de guerre en France, avant leur transfert dans le *Reich*.

(26) Étienne Verhoeyen, *La Belgique occupée*.

De l'an 40 à la Libération, De Boeck, 1994.

(27) Michael R.D. Foot et J.M. Langley, *MI9 Escape and Evasion 1939-1945*, 2011 (rééd.).

(28) Jean Medrala, *op. cit.*

(29) Mais les filières spécifiquement consacrées à l'évasion des Juifs ne font pas partie des « réseaux » homologués puisque ce qui définit ces derniers, c'est le fait d'accomplir prioritairement une tâche militaire pour le compte d'un service allié.

(30) *Office of Strategic Services*.

(31) Entraînement assuré par le SOE, y compris pour les agents du BCRA.

(32) Une centaine de membres du réseau Alliance sont exécutés en septembre 1944 en Alsace, juste avant l'évacuation du camp du Struthof.

Pour approfondir

Bibliographie sélective

■ Deux articles de référence sur l'univers des réseaux :

Dominique Veillon, « Les réseaux », in Jean-Pierre Azéma et François Bédarida (dir.), *La France des années noires*, t.1, Le Seuil, coll. Point Histoire, 2000 (éd. révisée).

Jean-Marie Guillon, « Missions et réseaux. Une autre résistance » in Jean Sagnes (dir.), *Jean Moulin et son temps*, Ville de Béziers/Presses universitaires de Perpignan, 2000.

■ Un aperçu des réseaux les mieux connus :

François Marcot (dir.), *Dictionnaire historique de la Résistance*, Laffont, 2006 [articles sur les grands services secrets français et alliés, 21 réseaux différents et des dizaines de membres de réseaux, dont certains « chefs » : pour le BCRA Cavallès, d'Estienne d'Orves, Duclos dit *Saint-Jacques*, Fourcaud, Gorce dit *Franklin*, Renault dit *Rémy*, Scaroni ; pour le SOE les frères de Vomécourt, Virginia Hall, George Starr, André Girard ; pour le MI 6 Marie-Madeleine Fourcade, Grossard ; pour Comète, Andrée de Jongh].

■ Deux ouvrages de référence – à des titres différents – sur de grands services secrets :

Sébastien Albertelli, *Les services secrets du général de Gaulle. Le BCRA 1940-1944*, Perrin, 2009 [fondamental, notamment pour comprendre les enjeux politico-militaires de l'histoire des réseaux; on pourra compléter par la réédition des *Mémoires* du colonel *Passy*, Odile Jacob, 2000, en raison de l'éclairante préface de Jean-Louis Crémieux-Brilhac].

Michael R.D. Foot, *Des Anglais dans la Résistance. Le service secret britannique d'action SOE en France 1940-1944*, Tallandier, Texto, 2011 [traduction de l'ouvrage d'historien officiel du SOE, avec une préface de Jean-Louis Crémieux-Brilhac précieuse pour une remise en perspective].

■ Quelques monographies de référence utiles pour une exploitation pédagogique :

Alya Aglan, *Mémoires résistantes, histoire du réseau Jade-Fitzroy 1940-1944*, Cerf, 1990 [sur un des principaux réseaux du MI 6; réflexion sur l'identité des réseaux; utilisation des archives d'un sous-réseau; en annexe, une série de témoignages].

Roger Huguen, *Par les nuits les plus longues*, Coop Breizh, 2001 (rééd.) [synthèse ancienne mais très utile sur Shelburn et les autres filières d'évasion par la côte bretonne, croisant de nombreux témoignages].

Pierre Fugain, *Ici l'ombre. Historique et action de Coty, réseau de renseignements des Forces françaises combattantes pendant la guerre de libération*, CRDP de Grenoble, 1971 [partiel mais bourré de précisions techniques].

■ Une des rares études sur la répression touchant un réseau (en l'occurrence, Cohors-Asturies) :

Benoît Verny, « La chute » in Jean-Pierre Azéma et Alya Aglan (dir.), *Jean Cavallès résistant*, Flammarion, 2012 [à compléter par la récente thèse de Laurent Thiery *La répression dans le Nord de la France 1940-1944*, Presses universitaires du Septentrion, 2013, qui explique pourquoi Cavallès fut jugé et exécuté à Arras: toutes les « affaires » apparaissant liées aux armes secrètes y étaient traitées].

■ Sur l'histoire et les techniques des liaisons radio clandestines :

« Liaisons radios », article de Robert Belot in *Dictionnaire historique de la Résistance*, Robert Laffont, 2006.

Jean-Louis Perquin, *Les opérateurs radio clandestins. SOE, BCRA, OSS*, Histoire et Collections, 2011 [richement illustré ce livre est plus axé sur l'aspect matériel des radios clandestines avec un panorama complet des différents postes utilisés].

Amicale des réseaux action de la France combattante, *Les réseaux action de la France combattante 1940-1944*, 1986 [aborde de façon très claire les techniques utilisés par les réseaux français: codage, formation des radios, repérage de l'ennemi...].

■ Un outil de recherche sur les réseaux :

Stéphane Longuet et Nathalie Genet-Rouffiac (dir.), *Les réseaux de résistance de la France Combattante. Dictionnaire historique*, Service historique de la Défense, 2013 [rassemble les données sur chaque réseau collectées à l'occasion du processus d'homologation administrative; indispensable pour une première approche, en vue de l'exploration ultérieure des archives. Mais ne constitue pas une histoire complète de chaque organisation].

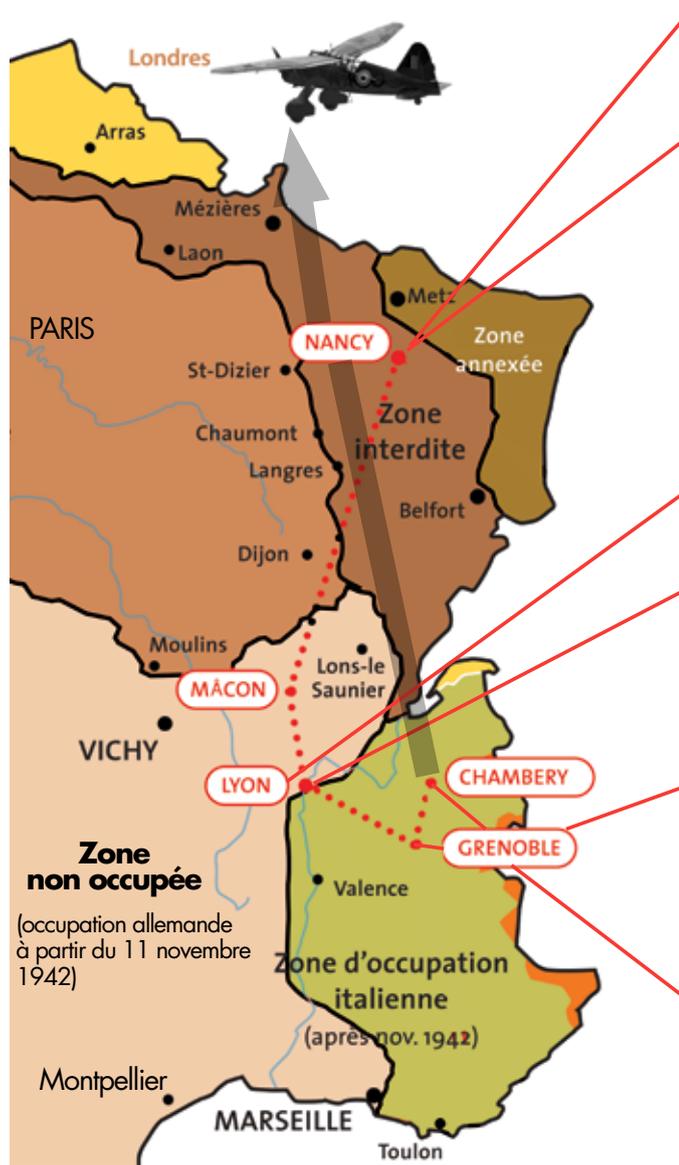
SITOGRAFIE :

Ressources accessibles depuis la base médias sur : www.museedelaresistanceenligne.org

Le trajet d'un renseignement : l'exemple du réseau Coty

Par Frantz Malassis

Pierre Fugain, membre du réseau Coty a décrit (dans son livre *La ombre, Historique et action de Coty, réseau de renseignements des Forces françaises combattantes pendant la guerre de libération*, CRDP de Grenoble, 1971) le trajet d'un renseignement « non urgent » de sa collecte à sa transmission vers Londres par avion clandestin. Les renseignements « urgents » (déplacement de troupes par exemple) étaient transmis au moyen d'émissions radios clandestines.



NANCY : L'agent de renseignement **Torcheboeuf, employé à l'aérodrome**, fait le relevé des installations allemandes : bâtiments, stocks, carburant, identification et emplacement des avions, puissance de feu de la défense aérienne. Il signe son information de son matricule : RP B 4549.

NANCY : Torcheboeuf remet sous enveloppe son message à **une serveuse d'un café** du centre-ville qui joue le rôle de « boîte aux lettres ». Un **agent de liaison** vient le chercher, le dépose dans la boîte aux lettres que relève chaque jour **Roger Kelche**, chef du sous-secteur de Nancy du réseau Coty.

NANCY-MÂCON : **Émile Horn, « roulant » du dépôt de Belfort** qui effectue la liaison Nancy-Mâcon, transporte le message avec le courrier clandestin non urgent, comme chaque semaine.

MÂCON-LYON : Émile Horn dépose le message dans la boîte aux lettres du chef du sous-secteur de Mâcon du réseau Coty, **Paul Keyeux**, qui le remet à un agent de liaison, qui le transmet au **laitier Marcel Vaillant**. Celui-ci le transporte sous ses bidons de lait lors de sa liaison journalière en camion entre Mâcon et Lyon.

LYON : L'hôtel Beauséjour sert de « boîte aux lettres ». Vaillant dépose le message ; un **agent** vient l'y chercher pour le porter au **PC du secteur**.

LYON : Au PC du secteur, le chef du secteur, **Éric Cohen**, intègre le renseignement à la synthèse hebdomadaire qu'il rédige à partir des informations venues de sept départements de l'Est. Un **secrétaire** la frappe, un **agent de liaison** la porte au restaurant Bessy, boîte aux lettres d'un **chauffeur des cars Ricou**.

LYON-GRENOBLE : Le chauffeur transporte la synthèse lors de son trajet journalier. À Grenoble, il la remet à **Camille Bois**, qui l'apporte au PC régional.

GRENOBLE : Les renseignements de la région « Delly » sont revus par le **chef régional, Souweinne**, et son **adjoint Rubinstein**, classés sous des rubriques notifiées par Londres et codés par **Colette Colenski**. Les plans sont photographiés et miniaturisés par les **frères Ramus**, du journal *Le Petit Dauphinois*.

GRENOBLE-CHAMBÉRY : **Émile Pellat**, chauffeur aux messageries du *Petit Dauphinois*, transporte la synthèse régionale sous ses journaux et la dépose au bar Louis. Un **agent de liaison** vient l'y chercher et la dépose à la **centrale du réseau**.

CHAMBÉRY : à la centrale, le **chef, Georges Oreel**, intègre la synthèse régionale au courrier des autres régions, sous l'indicatif BAY 421. Un **agent de liaison** vient l'y chercher pour le faire enlever par opération aérienne.

TERRAIN CLANDESTIN : Un Lysander de la *Royal Air Force* (voir encadré ci-dessous) vient chercher le courrier en même temps qu'il dépose en France des passagers clandestins et en prend d'autres en charge en direction de l'Angleterre.

Le Lysander

Le Lysander est un avion monomoteur conçu à l'origine pour les besoins de l'armée de terre britannique en matière d'observation et de liaison.

D'une envergure réduite (un peu plus de 15 m), d'un poids modéré (1 800 kg à vide), extrêmement robuste, il pouvait atterrir et décoller sur des terrains de fortune très courts (moins de 200 mètres).

Néanmoins, d'une autonomie de vol de 2 000 km, parti d'Angleterre, **toute mission dans le Sud de la France en dessous d'une ligne Périgueux-Valence** lui était impossible. Pouvant emporter une charge d'une tonne, deux voire trois passagers pouvaient y prendre place en plus du courrier des organisations de résistance.

Jusqu'à la fin de l'année 1942, le Lysander fut le seul appareil employé pour les atterrissages clandestins en France. Par la suite, l'avion américain bimoteur Hudson fut également utilisé. D'une plus grande autonomie de vol (3 400 km) lui permettant d'accomplir des missions sur tout le territoire, pouvant transporter une charge et un nombre de passagers plus importants (jusqu'à 10 personnes), il se présente comme un heureux complément du Lysander. Dans le cas d'une opération située très au sud de la France, seules les nuits les plus courtes l'obligeaient parfois à rallier l'Afrique du Nord au lieu de retourner en Angleterre. En revanche, il nécessite des terrains plus longs et un sol plus ferme pouvant supporter ses 8 tonnes en charge.

Pistes d'exploitation pédagogique

Dans l'exemple qui vous est proposé, identifiez les professions des membres du réseau Coty et dégagez quelles sont celles qui sont les plus sollicitées ?

Quels sont les moyens de transports utilisés par ce réseau et les raisons qui le justifient (par exemple le chemin de fer n'est employé que par des cheminots car moins visés par les contrôles fréquents de la part des autorités allemandes et de la police de Vichy).

Les liaisons radios des réseaux, une nécessité mais un danger permanent

Par Frantz Malassis

Les liaisons radios clandestines permettent de transmettre à Londres puis à Alger libérée les renseignements militaires, politiques et économiques urgents collectés par les réseaux de Résistance en France. Elles permettent également l'organisation des opérations maritimes et aériennes par lesquelles transitent les courriers (informations moins urgentes) et certains agents des réseaux mais aussi les parachutages, tout en coordonnant les différents groupes de résistants.

En 1941-1942, les postes émetteurs-récepteurs sont rares. Lourds, encombrants, fragiles, ils sont facilement repérables lors de contrôles. Leur maniement est complexe et aléatoire : difficultés à déterminer la bonne fréquence, opérateurs des centrales anglaises difficilement joignables par pénurie de personnel, procédure de codage (système de « double transposition ») longue et complexe⁽¹⁾.

Formés en Angleterre pour le compte du BCRA⁽²⁾ ou du SOE⁽³⁾, les radios, agents hautement spécialisés, sont parachutés ou déposés par Lysander. Progressivement, d'autres radios sont formés en France occupée après avoir été recrutés parmi des opérateurs civils ou militaires⁽⁴⁾.

À chaque contact avec sa centrale anglaise, le radio clandestin s'expose aux recherches des Allemands qui tentent de le localiser grâce à un procédé de recherche d'ondes : la radiogoniométrie.

Le radio a bien conscience de ce risque et doit, malgré tout, être en mesure de garder son calme pour enchaîner la transmission en morse des messages codés.

Le respect de règles de sécurité strictes, pour garantir la sécurité des radios, limite encore l'efficacité des émissions clandestines : ne pas émettre plus de 10 minutes sur la même fréquence, changer de fréquence pendant une émission qui ne doit pas excéder 20 à 30 minutes, utiliser une puissance d'ondes réduite, placer des guetteurs autour du lieu d'émission qui doit changer le plus souvent possible.

Néanmoins, durant la période 1941-1942, la répression allemande est redoutable. L'espérance de vie d'un radio n'est que de 6 mois. Le pourcentage de pertes des radios du BCRA s'élève à 75 % pour les années 1941 et 1942 et à 50 % au cours du premier semestre de l'année 1943.

Fin 1942, afin de mieux contrôler l'utilisation du matériel et sécuriser les transmissions, Jean Moulin, met en place le service *Wireless Transmission* pour les réseaux action et les missions. En juillet 1943, une vague d'arrestations s'abat sur ce service désorganisant totalement les transmissions avec Londres. C'est alors qu'est mis en place le plan Électre. Jean Fleury, chef du réseau Électre, après avoir réussi à convaincre le BCRA de la fiabilité de son organisation, réorganise les liaisons radios sur la base de centres régionaux capables d'échanger leurs fréquences et leurs indicatifs entre plus de 100 opérateurs pour tromper les recherches ennemies.

En 1944, le plus grand nombre d'émetteurs-récepteurs, les améliorations techniques⁽⁵⁾ et l'organisation des émissions clandestines permettent aux Alliés de recevoir un flot de renseignements stratégiques mais surtout tactiques. Ainsi, en juin 1944, près de 1 000 télégrammes (sur plus de 3 300) sont envoyés à Londres par les réseaux de renseignement du BCRA.

L'augmentation des liaisons perturbe les moyens de repérage et égare les recherches ennemies. Entre juillet 1943 et juillet 1944, le taux de perte des radios tombe en dessous de 25 %.

(1) 15 minutes sont nécessaires pour chiffrer un message de 140 lettres. Ce système, qui perdure jusqu'en septembre 1943, demande une attention soutenue. La moindre erreur commise au codage rend le message indéchiffrable par le correspondant.

(2) Comme Pierrette Louin.

(3) Comme Georges Begué ou Yvonne Cormeau.

(4) Comme René Bouvret.

(5) Les émetteurs-récepteurs se sont miniaturisés. Leur poids est passé de 20 kg (en 1941) à 9 kg (en 1942 pour l'A MK II qui tient dans une petite valise).



Une centrale de transmissions en Angleterre (« Home Station »). Tous les messages adressés ou envoyés par des réseaux en France transitent obligatoirement par une centrale britannique relevant du MI 6 ou du SOE.

DR

Une émission clandestine

Dans cet ouvrage collectif rédigé et publié par l'Amicale des réseaux action de la France combattante pour rendre compte de leur organisation et de leur rôle spécifique au sein de la Résistance, les auteurs ont compilé leurs souvenirs pour présenter de façon vivante ce que pouvait être une émission clandestine idéale.

« Quelques minutes avant l'heure du rendez-vous avec Londres, l'opérateur arrive au lieu de l'émission. Un ou plusieurs guetteurs extérieurs sont en place.

Sortir l'appareil de sa cachette, le poser sur une table, dérouler le fil d'antenne sur 10 à 15 mètres (à la campagne il va se perdre dans un arbre, à la ville il zigzague d'un mur à l'autre de la pièce), relier l'appareil à une prise de courant (ou à une batterie) enficher le quartz fixant la longueur d'onde prévue, régler l'émetteur et le récepteur ; tout cela se fait en quelques minutes dans des conditions normales.

À la seconde prévue pour la prise de contact, l'opérateur lance 5 ou 6 fois son indicatif d'appel. Dès que la Centrale le perçoit, elle répond en émettant son propre indicatif. À partir de ce moment le trafic s'enchaîne : calmement mais rapidement les signaux morse crépitent, les messages sont transmis un par un, le tout entrecoupé de quelques changements de longueur d'ondes. Pendant tout ce temps le radio reste très conscient de l'écoute ennemie. Seul un grand entraînement lui permet de se défaire d'une certaine nervosité, préjudiciable à la qualité et à la précision du travail. Vingt à trente minutes plus tard, le signal de fin de transmission est échangé, quelquefois accompagné d'une appréciation de la Centrale : « FB » (*Fine Business* : bon travail).

Il ne reste plus qu'à tout replier, détruire les messages transmis, effacer toute trace de ce qui vient de se passer. (...) Cette émission de trente minutes a cependant nécessité un long et dangereux travail de préparation assumé par les agents de liaison et de protection. »

Amicale des réseaux action de la France combattante, *Les réseaux action de la France combattante 1940-1944*, 1986, pp. 245-246. Ce livre est téléchargeable depuis le site de la Fondation de la Résistance www.fondationresistance.org à la rubrique « Publications et éditions ».

Vous trouverez dans l'espace pédagogique proposée par le musée de la Résistance en ligne (www.museedelaresistanceenligne.org) une présentation des différentes techniques de codage ainsi qu'un exercice pratique de chiffrage.



DR

Depuis un appartement situé en ville, un opérateur radio clandestin transmet des messages à sa centrale à l'aide d'un poste émetteur-récepteur valise type B mark II. D'origine inconnue, ce document est très probablement une scène reconstituée. La présence d'un agent de protection à la fenêtre chargé de repérer un véhicule radiogoniométrique correspond à une situation idéale qui ne fut sans doute pas la plus fréquente.

Lire un récit et découvrir un lieu de mémoire : l'exemple du réseau Shelburn

Par Hélène Staes

Le réseau Shelburn est un réseau d'évasion créé fin 1943 par Léon Dumais et Raymond Labrosse, des franco-canadiens envoyés par le SOE (les services secrets britanniques), dont l'objectif est de récupérer des aviateurs alliés tombés en France pour les renvoyer en Angleterre par la voie maritime. Les Britanniques sont soucieux de récupérer ces combattants qualifiés formés durant près de deux ans. Au cours de 9 opérations, le réseau a permis, de janvier à août 1944, de ramener en Grande-Bretagne 143 personnes dont

124 aviateurs (91 Américains). Les aviateurs, recueillis par des personnes ayant assisté par hasard au crash ou au parachutage, sont confiés à des individus connus pour leur implication dans la Résistance. Emmenés à Paris où ils sont interrogés, ils reçoivent de faux papiers et notamment une attestation de résidence pour entrer dans la zone côtière interdite (littoral Manche-Atlantique, zone large de 10 km). Convoqués en train par des guides de la gare Montparnasse jusqu'à la gare de Saint-Brieuc, ils atteignent Plouha à la tombée de la

nuit où ils sont hébergés. Les nuits d'embarquement, les aviateurs sont emmenés sur la falaise dans la maison dite d'Alphonse qui appartient à Jean et Marie Gicquel. Les membres du réseau les guident sur la plage évitant les mines et les patrouilles allemandes, pour rejoindre les chaloupes qui les attendent.

La durée de vie exceptionnelle de ce réseau d'évasion tient à la complémentarité des résistants, qui se sont appuyés sur la population, et des marins britanniques de la Royal Navy.

Un extrait du récit : une opération du réseau Shelburn à Plouha (Côtes-du-Nord) en 1944

Alain Le Nédélec, journaliste et écrivain, publie un récit vivant et documenté qui s'appuie sur des témoignages d'acteurs locaux dans l'actuel département des Côtes d'Armor.

« L'espace d'une lunaison et la seconde opération est fixée à la nuit du 26 au 27 février. Les conditions sont bonnes : parfait état de la mer, noirceur de la nuit. Rendez-vous est fixé à la maison d'Alphonse où Jean Gicquel s'efforce d'imposer à ses hôtes, jeunes et parfois exubérants, le *black-out*. Les guides prennent, comme à l'accoutumée, leurs groupes en main. La pause, chez Jean Gicquel, n'excède pas une heure. Il faut penser au pire. Léon Dumais, fidèle à son intransigeance et sa méfiance habituelles, procède à quelques interrogatoires, exige qu'on lui remette papiers et objets personnels afin qu'en cas d'échec l'ennemi ne puisse en aucune manière remonter la filière. Sans perdre une seconde, il leur intime quelques ordres dans un anglais sûr. Selon la règle, ce scénario se déroule dans une pièce à part. Le *briefing* achevé, on est certain qu'aucun des hommes sur le point d'être rapatrié ne sait exactement où il est. 23 h 15, Gicquel s'assure que la route est libre. Une file indienne se forme à nouveau et la descente vers la falaise est entreprise.

Ce soir-là, 19 aviateurs embarquent sur la corvette, plus deux jeunes volontaires français qui souhaitent s'engager dans les FFL [...].

Vers 3 heures, retour à la maison d'Alphonse avec les valises emplies d'armes, de munitions, de denrées diverses... et d'argent. »

Alain Le Nédélec, *Les nuits de la Liberté. Les évasions par Plouha, Saint-Brieuc*, Les Presses bretonnes, 1993, pp.78-79.

Piste pédagogique

Présenter le texte. Identifier les règles de sécurité nécessaires à une telle opération et ce qui les justifie. Montrer la complémentarité des résistants français et des agents dans une région très surveillée.

Pour faire vos recherches vous pouvez vous adresser à la mairie de votre commune et à l'Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre (ONACVG).

Pour rencontrer des témoins et trouver des lieux de mémoire : contactez l'ONACVG⁽²⁾ qui vous mettra en relation avec des associations issues de la Résistance et de la Déportation.

Pour retrouver des témoignages de résistants locaux : cherchez dans les ressources des bibliothèques, adressez-vous au service pédagogique des archives départementales⁽³⁾ et rendez-vous dans le musée de la Résistance le plus proche de votre commune⁽⁴⁾. Vous pouvez également consulter les témoignages numérisés dans la série 72 AJ des archives nationales⁽⁵⁾.



Photo Raymond Deval / Fondation de la Résistance.

Un lieu de mémoire

Des plaques, des stèles et monuments permettent de garder une mémoire vive des hommes, des lieux et des événements de la Résistance. Par exemple, le réseau Shelburn est identifié notamment par une stèle.

Stèle érigée à l'emplacement de la « maison d'Alphonse » à Plouha (Côtes d'Armor).

« Ici fut la "Maison d'Alphonse" haut lieu de résistance détruite par l'occupant le 24 juillet 1944. 135 aviateurs alliés abattus au-dessus du sol de France y furent rassemblés et contrôlés avant d'être convoyés à la plage Bonaparte, confiés à la Royal Navy et rapatriés en Grande Bretagne. Huit embarquements eurent lieu de janvier à juillet 1944. Ces missions périlleuses furent accomplies par nuit noire au travers de zones minées étroitement surveillées par l'ennemi. »

Piste pédagogique

Lire et analyser le texte, identifier les symboles, les éventuelles citations mais aussi le choix de la forme et du matériau par le sculpteur.

Dans le cadre d'un projet d'un parcours de mémoire :

Analyser la situation du monument, sa date de construction et les noms des commanditaires pour l'inscrire dans une mémoire locale. Rencontrer des témoins. Comparer les informations avec des recherches actualisées⁽¹⁾. Observer le lieu de mémoire sur le territoire : est-il l'objet de commémorations, d'aménagements liés au tourisme d'histoire ?

(1) Consulter la notice correspondante dans *Le Dictionnaire historique de la Résistance*, sous la direction de François Marcot, Robert Laffont, 2006.

(2) <http://www.onac-vg.fr/fr/carte/>

(3) <http://www.archivesdefrance.culture.gouv.fr/ressources/en-ligne/>

(4) Liste disponible sur le site de la Fondation de la Résistance à l'adresse suivante : <http://www.fondationresistance.org/documents/cnrd/Doc00154.pdf>

(5) <http://www.archives-nationales.culture.gouv.fr/>. Cliquez sur « Trouver un document », puis sur « Accéder aux documents en ligne », puis sur « Résistance intérieure » et enfin sur « Table des matières ».

Les activités de MER

l'association des amis
de la Fondation de la Résistance

MER promeut le CNRD



Comme chaque année MER a organisé le lancement du Concours national de la Résistance et de la Déportation à Paris et en région.

À Paris, dans le Grand amphithéâtre de la Sorbonne, 900 collégiens et lycéens de Paris et d'Île-de-France, accompagnés de leurs professeurs (photo 1), sont venus assister, à la présentation du concours 2013-2014. Dans son allocution de bienvenue le Recteur de l'Académie de Paris François Weil (photo 2) a souligné « les trois maîtres mots qui fondent l'esprit du Concours national de la Résistance et de la Déportation : l'histoire, la commémoration et l'éducation ». Durant cet après-midi, « l'histoire » était donc présente avec quatre Résistants : Mmes Yvette Lévy et Cécile Rol-Tanguy et MM Louis Cortot et Fred Moore qui, par fidélité à leur idéal de liberté, avaient eu le courage de dire « Non », et ont évoqué leur parcours durant ces années de plomb. Au côté de Jacques Vistel, trois historiens Christine Levisse-Touzé, Laurent Douzou et Fabrice Grenard ont expliqué, aux travers d'exposés⁽¹⁾ historiques et pédagogiques, le long cheminement qui permit la restauration de la République. Ils ont successivement évoqué l'action des maquis, les débarquements de Normandie et de Provence, la Libération de Paris, les parcours victorieux de la 2^e DB et de la 1^{re} Armée française, les terribles soubresauts répressifs de l'Occupant et de Vichy au cours des libérations, et les divers processus démocratiques qui permirent le retour à la République. Tous ces exposés ont été appuyés et illustrés, par les nombreuses ressources en ligne – aujourd'hui à la disposition des enseignants – et par des audiovisuels présentés par Hélène Staes, enseignante détachée à la Fondation de la Résistance. La « commémoration et l'Éducation » étaient également présentes, comme l'a souligné le Recteur, par l'attachement porté par les Fondations et les Associations organisatrices de cette présentation à ce concours pérenne et bien sûr grâce aux très



nombreux enseignants qui avec leurs élèves s'investissent de manière désintéressée dans ce concours « citoyen et civique ».

À Saint-Brieuc, à Lorient, à Vannes, à Pont-L'Abbé et à Dijon tout au long du mois de janvier les délégués de MER ont convié plusieurs dizaines de lycées et collèges pour préparer le CNRD 2013-2014, et les sensibiliser à l'histoire de la Libération de la France et en particulier à celle de leur département ou de leur ville. Le 22 janvier au Palais des Arts de Vannes, à l'invitation de Patricia Arzel-Mazet, déléguée de MER, les élèves de trois lycées et cinq collèges, ont écouté Loïc Bouvard (photo 3),



Pour accompagner les élèves, MER a édité un DVD de 10 témoignages sur la libération du territoire et le retour à la République.

Adhésion :

Si vous voulez donner un avenir au devoir de mémoire, adhérez à « Mémoire et Espoirs de la Résistance » !

Cotisation 30 € (incluant l'abonnement à « Résistance et Avenir »).

Mémoire et Espoirs de la Résistance,
Place Marie-Madeleine Fourcade,
16-18, place Dupleix, 75015 Paris
Courriel : memoresist@m-e-r.org
site internet : www.memoresist.org
Tél. : 01 45 66 92 32



ancien député, évoquer son rôle à 15 ans dans le maquis de Saint-Marcel, haut-lieu de la Résistance en Bretagne. Agent de liaison, il participa aux combats libérateurs du maquis avec le colonel Bourgoïn parachuté la nuit du 5 au 6 juin 1944 à la tête des parachutistes de la France Libre. Puis Jacqueline Sainclivier, professeur à l'université de Rennes a conclu la matinée par un exposé sur la libération de la Bretagne. La veille, à l'initiative de François Fouré, secrétaire général adjoint de MER et délégué, 150 élèves des classes du lycée de Pont-

L'Abbé, de premières et terminales ont écouté trois Résistants : Alain Bodivit, Joël Lazennec et André Robeson, évoquer leurs engagements durant ces *Années-là*. L'originalité de leur récit venait du fait que chacun d'eux avait connu un parcours différent mais tourné vers un seul et même but : libérer la France du joug nazi. Alain Bodivit appartient au réseau Turma Vengeance, Joël Lazennec fut l'un des 11 membres d'équipage du cuirassé Paris à rallier la Marine de la France Libre et participa à la bataille de l'Atlantique, tandis qu'André Robeson, rejoignit la section française du *Special Operation Executive (SOE)* du colonel Buckmaster. Le surlendemain c'est à Dijon que notre déléguée Jeannine Calba accueillait à l'amphithéâtre Aristote de l'université de Bourgogne neuf classes de lycées et collèges. C'est le 11 septembre 1944 que la 1^{re} Armée française libéra Dijon avec en son sein la 1^{re} DFL. Deux anciens de cette unité, Pierre Albert et Marcel Myin, évoquèrent les combats libérateurs et l'accueil qu'ils reçurent de la population. Jean-François Bazin, ancien président du Conseil régional de Bourgogne, a rappelé les lieux de martyrs bourguignons où en mai 1944 la répression fit rage dans le maquis du groupe Henri Bourgogne (forêt de Lantilly) et où les 26 et 27 juin 1944, les Allemands et les Miliciens feront de Dun-les-Places l'« Oradour du Morvan ».

Jean Novosseloff

1- On peut consulter les exposés des historiens sur le site www.memoresist.org – page manifestation

Vient de paraître

La présence de ces titres dans « vient de paraître » ne saurait constituer un conseil de lecture mais a pour but de tenir informés les abonnés de *La Lettre*, des derniers ouvrages que nous avons reçus au cours du trimestre.

Quand les Français faisaient l'histoire.
Alexandre Adler.
Éditions Bernard Grasset, 252 p., 18 €.

Des révoltés exemplaires.
Ces hommes qui ont dit non.
François Archambault.
Éditions Ouest France, 124 p., 13 €.

Tortionnaires, truands et collabos. La bande de la rue de la Pompe. 1944.
Marie-Josèphe Bonnet.
Éditions Ouest-France, 190 p., 14 €.

L'homme est un animal raisonnable à station verticale doué d'intelligence et d'imagination et de langage articulé.
Louis Henri Bousset.
Compte d'auteur (pour se procurer ces mémoires contactez Christiane Bonnal au 0633350324), 118 p., 25 €.

Cinquante idées reçues sur la Shoah.
Tome II: De « J » à Xénophobie.
Marc-André Charguéraud.
Labor et Fides, 276 p., 26 €.

La France Libre.
De l'appel du 18 juin à la Libération
(nouvelle édition revue et augmentée publiée en 2 volumes).

Jean-Louis Crémieux-Brilhac.
Éditions Gallimard, Folio Histoire,
Tome I, 10.60 €, Tome II, 10.60 €.

Franck Bauer
et l'épopée de Radio Londres.
Bernard Crochet.
Éditions Ouest-France, 172 p., 13 €.

Lycéen résistant.
Ivan Denys.
Éditions Signes et Balises, 220 p., 15 €.

Une famille du refus mais toujours l'espérance. Recueils et récits 1914-1918 et 1939-1945.

Jacqueline Fleury-Marié.
Préface de François Boulet.
Compte d'auteur (pour commander cet ouvrage écrire à l'auteur 40, rue Chauveau Lagarde – 78000 Versailles), 194 p., 20 €.

La traque des criminels nazis.
Présenté par Serge Klarsfeld avec Anne Vidalie.
Tallandier/l'Express, 398 p., 19.90 €.

La Libération de Paris. 19-26 août 1944.

Jean-François Muracciole.
Tallandier, 298 p., 20.90 €.

Des étrangers dans la Résistance (reéd.).
Denis Peschanski.
Les éditions de l'Atelier, 116 p., 23 €. Ce livre est accompagné d'un DVD du film de Jorge Amat *La traque de l'Affiche rouge* coréalisé en 2006 avec Denis Peschanski.

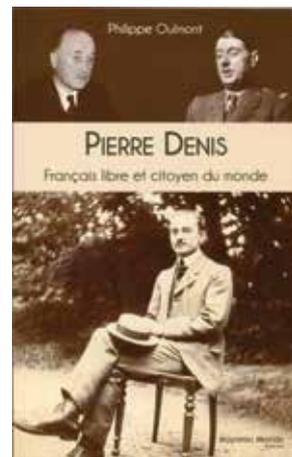
Les années noires. 1938-1944.
Denis Peschanski.
Hermann, 430 p., 27 €.

Fonds d'archives Edmond Michelet (1814-1978). Répertoire numérique détaillé.

Patricia Raymond, archiviste sous la direction de David Marmonier, directeur du Centre d'études et musée Edmond Michelet et de Thierry Pradel, responsable des archives municipales de Brive.
Édition de la Fraternité Edmond Michelet, 478 p., 18 €.

Jeunes résistants en nord Deux-Sèvres. Au cœur de l'OS 680, 1941-1942.

Maurice Rouzier.
Préface de Jean-Pierre Besse.
Geste éditions, 318 p., 25 €. ●



Jean Monnet » dans le monde de la banque et de la finance. L'austère et efficace Pierre Denis, s'y fait un vaste carnet d'adresses, et saura tisser en particulier avec les Britanniques des liens qui lui permettront d'être accueilli, à bras ouverts, à Londres en 1940.

Biographie passionnante d'un gaulliste atypique, disciple de Monnet et fidèle de Charles de Gaulle que Philippe Oulmont complète par les portraits de quelques autres « piliers de la France Libre » comme celui de son ami et confident René Pleven et ceux d'André Postel-Vinay et d'André Diethelm. L'autre grand intérêt de cet ouvrage est d'éclairer le lecteur sur la complexité des problèmes financiers, monétaires et économiques qui se posèrent à la France Libre et que contribua à résoudre la petite équipe de « Monsieur Rauzan ». ●

Jean Novosseloff

À lire

Parmi les livres reçus nous choisissons quelques titres qui nous ont particulièrement intéressés et dont nous vous conseillons la lecture. Vous pouvez retrouver d'autres comptes rendus de lecture sur notre site www.fondationresistance.org à la rubrique « Nous avons lu ».

Pierre Denis. Français libre et citoyen du monde.

Entre Monnet et de Gaulle.

Philippe Oulmont

Nouveau monde éditions, 2012, 478 p., 25 €

Pour l'historien de la France Libre, Jean-Louis Crémieux-Brilhac « de Gaulle eut la bonne fortune de confier à Pierre Denis alias Rauzan la charge des finances – encore inexistantes – du mouvement français libre [...] la caisse contenait la veille de son arrivée quatorze shillings! ». Très tôt Rauzan avec le soutien de René Cassin, avec qui il partageait une longue amitié issue du temps de la SDN, étudia la possibilité d'une indépendance monétaire de la France Libre. Au cours de l'année 1941 se poursuivront les réflexions financières entre le Trésor britannique et la France Libre. Le 2 décembre 1941, la Caisse centrale de la

France Libre est créée. Pierre Denis en sera le patron tout au long de l'année 1942 avant « d'installer sa Caisse » dans les territoires ralliés en Afrique et en Océanie. Au cours de ses voyages, il saura convaincre et arbitrer les conflits locaux. C'est tout l'intérêt de cette biographie que de faire découvrir au lecteur comment furent réorganisés au plan administratif et financier les territoires de l'Empire et par là-même de les rassembler et de les unifier. Cette Caisse fut l'un des moyens de les « faire vivre comme un tout ». Il rejoint, en juin 1943, Alger où il retrouve sa proximité avec Monnet et où, commissaire aux Finances, il assure la fusion monétaire et financière des territoires ex-Français libres et de ceux rattachés à Alger. En janvier 1944, il est à nouveau à Londres où Pierre Mendès-France le nomme chef des services financiers de la Mission française à Londres. Ses compétences monétaires et financières auxquelles s'ajoute son « doigté d'homme d'expérience », feront merveilles dans les turbulences de la veille du débarquement en Normandie et du retour de Charles de Gaulle en France.

C'est cet homme aujourd'hui oublié que nous fait découvrir

Philippe Oulmont avec ce livre qu'il a publié aux Nouveaux mondes éditions. Remarquable et inédite biographie sur ce personnage de l'ombre qui à cinquante-sept ans, le 20 juin 1940, aux côtés d'Henri Bonnet, de Robert Marjolin, de Jean Monnet, d'Emmanuel Mönick, et de René Pleven – tous « authentiques pionniers », appelés à jouer un rôle éminent dans la France Libre ou auprès des Alliés – rejoint Londres pour devenir « L'argentier des brigands »! Issu d'une famille de tradition protestante, calviniste et patriote, c'est un normalien, ouvert au vaste monde, dont la géographie est sa passion. En septembre 1914, il fait son devoir dans les tranchées de Lorraine avant de rejoindre comme officier de renseignement l'armée d'Orient en avril 1915. À la sortie de la Grande Guerre, derrière Jean Monnet, il entre dans le « monde diplomatique » au travers du secrétariat général de la Société des Nations, puis il aborde le « monde des finances publiques » dans les divers comités financiers européens à la recherche de solutions face aux difficultés financières et monétaires que traverse l'Europe centrale du début des années vingt. De 1927 à 1939, il plonge toujours « dans les pas de

Activités du département documentation et publications

Remise de deux fonds d'archives importants aux Archives nationales grâce à la commission archives.

Depuis l'année 2000, la Fondation de la Résistance, la Fondation pour la Mémoire de la Déportation, le ministère de la Culture (direction des Archives de France) et le ministère de la Défense (direction de la Mémoire, du Patrimoine et des Archives) se sont associés pour créer la « commission archives ». Dès 2001, cette commission a lancé une campagne nationale de sauvegarde des archives privées de la Résistance et de la Déportation en sensibilisant leurs éventuels détenteurs par l'intermédiaire du *Guide du détenteur d'archives de la Résistance et la Déportation*⁽¹⁾, de réunions de sensibilisation départementales et d'une exposition « Ensemble, sauvegardons les archives privées de la Résistance et de la Déportation »⁽¹⁾.

Fruit de ce travail de sensibilisation, la « commission archives » a pu, au cours de ces derniers mois, verser aux Archives nationales deux fonds d'archives importants.

Les fonds Jean-Pierre Levy et Janine Carlotti

Jean-Pierre Levy⁽²⁾ est né le 28 mai 1911 à Strasbourg. Jeune lieutenant de réserve démobilisé, représentant dans une entreprise de filatures; dès septembre 1940, il entre dans la résistance à Lyon où il devient bientôt actif au sein du groupe France-Liberté. Co-fondateur en 1941 du mouvement Franc-Tireur, Jean-Pierre Levy en devient le chef national.

Arrêté pour la deuxième fois à Lyon, le 24 décembre 1942, il est relâché par erreur et entre alors dans la clandestinité.

En février 1943, il participe à la création des Mouvements unis de Résistance (MUR) et à la mi-avril, à la demande du général de Gaulle, il rejoint Londres grâce à une opération aérienne.

De retour en France, le 25 juillet 1943, il est arrêté de nouveau le 16 octobre 1943 à Paris. Incarcéré à la prison de la Santé, il est libéré durant son transfert à Fresnes par Charles Gonard à la tête du groupe franc des MUR, le 12 juin 1944. Il reprend alors ses activités clandestines notamment au sein du Conseil national de la Résistance où il représente Franc-Tireur.

À la Libération, il débute une brillante carrière dans l'industrie et de grand commis de l'État. Parallèlement à ses activités professionnelles, fidèle à ses camarades de Résistance, il devient notamment vice-président fondateur de Revivre, qui vient en aide aux orphelins de la Résistance, de 1945 à 1967 et administrateur du Comité des Œuvres sociales de la Résistance (COSOR), à partir de 1947, avant d'en devenir son président à partir de 1972.

Avec Pierre Sudreau et Jean Mattéoli, il sera un artisan actif de la création de la Fondation de la Résistance, dont il abonde le capital de façon conséquente grâce à un premier don du COSOR, avant d'en devenir le vice-président de 1993 à 1996.

Grandcroix de la Légion d'honneur, compagnon de la Libération, Jean-Pierre Levy est décédé le 15 décembre 1996 à Paris.

Janine Carlotti, veuve de Jean-Pierre Levy, est née le 26 juillet 1920 à Poggio di Venacco (Haute-Corse). Étudiante en médecine, elle rejoint la Résistance en 1943. En mars 1944, elle est affectée au secrétariat parisien du mouvement Franc-Tireur. Elle devient la secrétaire personnelle de Jean-Pierre Levy, après son éviction de prison en juin 1944, en même temps qu'elle assure la liaison avec le comité directeur clandestin du Mouvement de Libération Nationale (MLN).

Janine Carlotti est arrêtée à Paris le 5 août 1944, à la suite d'une dénonciation, en même temps qu'une grande partie de l'équipe du comité de liaison clandestin du MLN.

Torturée rue de la Pompe, elle ne parle pas alors que de par ses fonctions elle connaît de nombreux chefs de la Résistance. Elle est déportée le 15 août 1944 par un convoi parti de la gare de Pantin. Arrivée le 21 août 1944 à Ravensbrück, elle devient la déportée 57473. Affectée au *Kommando* de Torgau, elle fait partie d'un petit groupe refusant de travailler dans les usines de guerre. Dirigée alors vers Koenigsberg-sur-Oder, elle est astreinte à des travaux de terrassement sur un camp d'aviation. Devant l'avance russe, elle connaît les marches d'évacuation vers Ravensbrück puis elle est renvoyée en convoi sur Reschlin où très affaiblie et malade elle est admise au *revier* fin avril 1945. Le 2 mai 1945, elle est libérée par l'Armée soviétique et hospitalisée dans des infirmeries russes d'où elle ne parvient à regagner la France que le 12 octobre 1945.

Très active au sein de l'ADIR, elle s'est éteinte à Paris le 23 juillet 2013.

En novembre 2013, « la commission archives » a été contactée par Gilles-Pierre Levy et Anne-Denise Haas, les enfants de Jean-Pierre Levy, qui nous ont pro-

posé l'ensemble de leurs archives. Très rapidement une réunion du groupe restreint de la « commission archives » fut organisée à l'ancien domicile parisien de Jean-Pierre Levy. Après expertise, d'un commun accord entre la famille et les membres de la « commission archives », ces fonds d'archives importants ont été donnés aux Archives nationales.

Les archives de Jean-Pierre Levy reflètent l'ensemble de son parcours dans la Résistance⁽³⁾, son activité professionnelle d'après-guerre dans le domaine économique et industriel et ses engagements associatifs liés ou non à la Résistance. L'ensemble est complété par une documentation photographique assez riche, par une correspondance très fournie notamment avec les Compagnons de la Libération et le Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale mais aussi par de nombreux témoignages, entretiens, discours et interventions à des colloques ou à des conférences... L'ensemble du fonds relatif à la Résistance a été exploité par Dominique Veillon lors de la préparation de son livre *Le Franc-Tireur. Un journal clandestin, un mouvement de résistance. 1940-1944*.

Les archives de Janine Carlotti-Levy concernent essentiellement sa déportation et notamment son retour mais également son engagement au sein de l'Association des déportées et internées de la Résistance.

Le fonds Louis Henri Bousset

Louis Henri Bousset est né à Smyrne (Turquie) le 2 janvier 1916. Jeune sous-lieutenant de réserve, après l'Armistice, il tente de rejoindre le général de Gaulle à Londres. Ingénieur à la SNCF, dès novembre 1940, il est recruté par le réseau de renseignement Étoile pour lequel il collecte des renseignements ferroviaires.

Arrêté à Paris, en novembre 1941, par l'*Abwehr*, interné à Fresnes pendant près de 13 mois, puis au fort de Romainville comme otage, Louis Henri Bousset⁽⁴⁾ est déporté NN vers le camp de Mauthausen le 25 mars 1943. Devenu le déporté 25299, il est affecté à l'usine d'armement Steyr dépendant de Gusen.

Grâce à des contacts avec des déportés polonais qui tiennent les postes importants de ce camp, il parvient à préserver des déportés français des affectations les plus exposées. Ainsi, lorsque le Père Jacques de Jésus (Lucien Bunel) arrive à Gusen au printemps 1944, Henri Bousset se lie d'amitié avec lui et met tout en œuvre pour le soustraire d'un *kommando* de terrassement et parvient à le faire affecter à l'usine Steyr, où le travail beaucoup moins pénible lui offre de plus grandes chances de survie tout en lui permettant de rencontrer clandestinement des déportés et de pratiquer son ministère. Libéré par les Américains le 5 mai 1945, il diffère son retour pour veiller sur les derniers instants du Père Jacques dont il rapatrie le corps fin juin 1945.

De retour à Paris, il reprend son activité professionnelle comme ingénieur au dépôt SNCF de La Chapelle. Fidèle à ses camarades, Louis Henri Bousset adhère à plusieurs associations issues de la Résistance et de la Déportation à l'instar de la Fédération Nationale des Déportés Internés Résistants, de l'association Résistance-fer, de l'amicale de Mauthausen, de l'Association Nationale des Combattants Volontaires de la Résistance, des Amitiés de la Résistance...

Passionné de photographie, au point de passer un diplôme professionnel, il est accrédité comme photographe officiel auprès du ministre des Anciens ▶



Collection particulière famille Levy.

Jean-Pierre Levy, chef national de Franc-Tireur, s'imposa parmi les fondateurs en développant le mouvement au-delà de la région lyonnaise.



Louis Henri Bousset en 2005.

combattants. Cela lui permet, dès le retour du général de Gaulle, de couvrir les commémorations patriotiques officielles liées à la Résistance et à la Déportation. Il est là aussi pour immortaliser la vie associative du monde combattant comme les dîners-débats des Amitiés de la Résistance, les congrès d'associations, ...

Très souvent publiées dans la presse combattante, il diffusera certaines de ses photographies dans des ouvrages plus importants⁽⁵⁾.

Au total, ce sont près de 10000 clichés photographiques de très grande qualité, majoritairement en noir et blanc, très bien classés, qui ont été proposés à la « commission

archives » par Christian-Jacques Bousset et Christiane Bonnal, enfants de Louis Henri Bousset, lesquels ont décidé d'en faire don aux Archives nationales.

Les photographies de Louis Henri Bousset expriment le point de vue d'un opérateur complice de ses modèles, de la communauté de résistants et de déportés qu'il photographie et dont il partage les valeurs. Elles sont une source

d'informations sur la vie des associations patriotiques issues de la Seconde Guerre mondiale pendant près de 40 ans.

Pensionnaire à l'Institut national des Invalides, Louis Henri Bousset est décédé le 19 janvier dernier. ●

Frantz Malassis

(1) Disponible auprès de Frantz Malassis (01 47 05 67 87).

(2) Pour mieux connaître son parcours, on peut lire ses mémoires posthumes *Mémoires d'un Franc-tireur. Itinéraire d'un résistant (1940-1944)*, éditions Complexes, 1998 ainsi que sa biographie accessible sur le site de l'Ordre de la Libération www.ordredelaliberation.fr, source principale de cet article.

(3) On signalera en outre des procès-verbaux de réunions du Conseil national de la Résistance ainsi que des rapports, motions et comptes rendus de réunions du Mouvement de Libération nationale (1944-1971).

(4) Son action pendant la guerre lui vaudra d'être élevé au grade de commandeur de la Légion d'honneur et de recevoir la croix de guerre avec trois citations ainsi que la Médaille de la Résistance. Pour plus de détail sur son parcours on peut lire ses mémoires publiées à compte d'auteur (cf. page 6) auquel cet article doit beaucoup ainsi que sa biographie accessible sur notre site www.fondationresistance.org.

(5) *Charles de Gaulle. 12 novembre 1970* (Paris, Club Iris, 1973) et *Le Mont-Valérien. Mémorial de la France Combattante* (Paris, ministère des Anciens Combattants et victimes de guerre 1977, 1996).

L'exposition « Les cheminots dans la Résistance »

La Coupole, Centre d'Histoire et de mémoire du Nord-Pas-de-Calais a inaugurée, le 20 janvier dernier, en présence de Frédéric Cuvillier, ministre délégué chargé des Transports et de l'Économie maritime, l'exposition « Les cheminots en Résistance » réalisée en 2005 par la Fondation de la Résistance en partenariat avec la SNCF et en coopération avec l'Association pour l'Histoire des Chemins de fer et le Mémorial Leclerc de Hautecloque et de la Libération de Paris-Musée Jean Moulin.

Cette exposition de 50 panneaux, retrace l'histoire de l'engagement des cheminots dans la Résistance, en restitue le contexte professionnel, social, ainsi que les enjeux mémoriels, à partir de documents inédits et de travaux historiques les plus récents.

Nous avons profité de la présentation de cette exposition (visible jusqu'au 31 août 2014) pour relancer la campagne pour la sauvegarde des archives privées de la Résistance et de la Déportation dans la région Nord-Pas-de-Calais par la distribution du *Guide du détenteur d'archives de la Résistance et de la Déportation*.



Photo Frantz Malassis.

Activités du département AERI



Fondation de la Résistance.

Le Musée de la Résistance en ligne

Le Musée de la Résistance en ligne se dote d'une nouvelle page d'accueil. Refondue pour une navigation plus fonctionnelle et dynamique, la page d'accueil du Musée proposera prochainement deux expositions d'introduction à la Résistance, à la fois par les objets emblématiques ainsi que par les événements, autour de la mise en récit d'une trentaine de dates.

Comme l'année dernière, le département a mis en ligne une exposition effectuée dans le cadre du Concours national de la Résistance et de la Déportation 2013-2014 ayant pour thème « la Libération du territoire et le retour à la République ».

Par ailleurs, en perspective du 70^e anniversaire des libérations du territoire, le département travaille à la mise en ligne d'une exposition consacrée à la libération de Paris et de la région Ile-de-France. Celle-ci devrait être accompagnée d'une carte interactive.

L'équipe du « Vercors résistant » met actuellement la touche finale à une exposition de préfiguration, autour d'une trentaine de grands thèmes – dont certains, tels le don suisse, sont inédits – avant l'exposition générale, prévue pour le dernier semestre.

Valeurs de la Résistance, Valeur des Jeunes aujourd'hui

Dans la continuité des actions entreprises dans les écoles, collèges et lycées depuis 2002 s'adressant à des milliers d'élèves, nous interviendrons au mois de mars auprès de plus de 300 élèves du 13^e arrondissement de Paris sur le thème de « la résistance civique » dans le cadre de la liaison CM2-6^e.

À partir du roman collectif *On n'a rien vu venir*, préfacé par Stéphane Hessel, qui évoque le contexte de la naissance de la Résistance, les élèves créeront des supports libres de communication (affiches, diaporamas, vidéo-projections...) à l'occasion de la commémoration du 70^e anniversaire de la Libération. Puis ils engageront un débat collectif à partir de leurs créations sur le thème des Valeurs de la Résistance et des actions à mettre en place pour les transmettre aujourd'hui.

Appel à témoins

Dans le cadre du lancement du livre *Chers amis de Londres* d'Aurélien Luneau, nous recherchons des témoins qui auraient été auditeurs de la BBC « Radio Londres » pendant la Seconde Guerre mondiale (et plus particulièrement des émissions phares *Les Français parlent aux Français* et *Honneur et Patrie*) et dont certains auraient même écrit de France à cette radio de la liberté!

Contact : Aurélien Luneau – 8 passage Raymond – 92120 Montrouge – courriel : aurelieluneau@wanadoo.fr ●

Fabrice Bourrée